



Actualisation du document de référence 2012

Eléments financiers au 30 juin 2013

ACTUALISATION
DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE
CRÉDIT AGRICOLE CIB
2012



Le présent document a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 12 août 2013, conformément à l'article 212-13 de son Règlement général. Il actualise le document de référence déposé auprès de l'AMF le 18 mars 2013 sous le numéro D.13-0169. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Sommaire

RAPPORT D'ACTIVITÉ AU 1 ^{ER} SEMESTRE 2013	3
Activité et résultats de Crédit Agricole CIB.....	5
Gestion des risques	14
Perspectives du 2 ^{ème} semestre 2013.....	25
COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2013	27
Cadre général	28
Etats financiers consolidés.....	29
Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés.....	35
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	79
INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES.....	81
INFORMATIONS GÉNÉRALES	83
Personne responsable de l'actualisation du document de référence et du contrôle des comptes.....	84
TABLE DE CONCORDANCE	86

1

RAPPORT D'ACTIVITÉ AU 1^{ER} SEMESTRE 2013

Activité et résultats de Crédit Agricole CIB.....	5
▲ Environnement économique et financier	5
▲ Résultats consolidés.....	6
▲ Résultats par pôle d'activité.....	7
▲ Structure financière.....	11
Gestion des risques	14
▲ Risques de crédit.....	14
▲ Risques de marché.....	16
▲ Expositions sensibles selon les recommandations du Financial Stability Board	18
▲ Gestion de bilan - risques financiers structurels.....	22
▲ Risques opérationnels	23
▲ Risques juridiques	23
▲ Risques de non-conformité.....	24
Perspectives du 2^{ème} semestre 2013.....	25

Activité et résultats de Crédit Agricole CIB

→ ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Le ferme engagement de Mario Draghi, le patron de la Banque centrale européenne (BCE), à prendre toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder l'intégrité de la zone euro et l'annonce en septembre 2012 d'un programme de rachats illimités de titres de dette sous conditions strictes (baptisé OMT pour « *Outright Monetary Transactions* ») auront marqué un tournant dans la crise des dettes souveraines en contribuant à une stabilisation des marchés. La tendance de fond à la décompression des primes de risque sur les marchés obligataires s'est poursuivie au premier semestre 2013 en dépit d'une succession d'événements sources d'incertitude et de volatilité.

En février, le résultat des élections italiennes a renvoyé l'image d'un paysage politique fragmenté avec un problème de gouvernabilité, lié à l'absence de majorité identique dans les deux Chambres. Face à cette impasse politique, la réaction des marchés a été immédiate mais moins violente qu'on aurait pu le craindre. Après des semaines d'atermoiements, Enrico Letta, le numéro deux du Parti démocrate, a été chargé de former un gouvernement de large coalition, une solution plébiscitée par les marchés qui ont accueilli favorablement la nouvelle. Même la gestion chaotique du dossier chypriote fin mars - avec un sauvetage financier coûteux (17 Mds, soit 100% du PIB), une mise à contribution des gros déposants et la liquidation de la deuxième banque du pays - n'a pas provoqué les effets de contagion tant redoutés.

En revanche, la situation économique a continué à se détériorer au premier trimestre. Les pays du Centre n'ont pas échappé à la sinistrose, la France est entrée officiellement en récession (-0,2% en séquence trimestrielle), la deuxième en moins de cinq ans, tandis que la croissance allemande a calé (0,1% t/t). L'activité dans la périphérie s'est contractée une nouvelle fois (-0,6% en Italie et -0,5% en Espagne). En zone euro, la stratégie de sortie de crise fondée sur l'austérité, pour alléger le poids des dettes, et sur la compression des coûts salariaux, pour regagner en compétitivité, s'accorde mal avec l'idée de reprise. Les ressorts domestiques de croissance vont rester durablement déprimés dans un contexte de chômage élevé, de désinflation, voire de déflation salariale et de hausse de la pression fiscale. Les chiffres de croissance au deuxième trimestre attestent certes d'un léger mieux, mais il n'est encore question que d'une stabilisation de l'activité à un bas niveau.

Les signaux de reprise sont plus tangibles aux États-Unis, l'emploi et la consommation ayant soutenu l'activité en première partie d'année. Ce faisant, Ben Bernanke, le patron de la Réserve fédérale américaine (Fed), a annoncé en juin son intention de ralentir son programme d'achat d'actifs. Le pari est celui d'une activité suffisamment solide aux États-Unis pour supporter le retrait progressif des deux béquilles, budgétaire et monétaire, qui ont supporté l'édifice de croissance pendant la crise. A en juger par leurs réactions, avec un mouvement massif de ventes, une chute généralisée des actifs et une remontée brutale des rendements obligataires, les marchés semblent hostiles à toute idée de siphonage du réservoir de liquidité qui leur sert de carburant.

→ RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Les informations présentées ci-dessous pour le deuxième semestre 2012 ont été établies pro forma en tenant compte de la nouvelle organisation de la banque à compter de juillet 2012, du traitement IFRS 5 de CA Cheuvreux et de CLSA, du reclassement de l'impact du spread émetteur de la Banque de marchés et d'investissement vers les Activités hors métiers et hors impacts du plan d'adaptation.

Compte de résultat consolidé synthétique

	BFI stratégique	CPM et CVA/DVA ⁽¹⁾	BFI en extinction	BFI Total	Banque Privée	Activités hors métiers ⁽²⁾	CACIB	Variation S1-13/S1-12 ⁽³⁾
<i>en millions d'euros</i>								
Produit net bancaire	2 090	(24)	103	2 169	372	(393)	2 148	-8%
Charges d'exploitation	(1 217)		(86)	(1 303)	(268)		(1 571)	-4%
Résultat brut d'exploitation	873	(24)	17	866	104	(393)	577	-12%
Coût du risque	(187)		(29)	(216)	(4)		(220)	63%
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence	69			69			69	-14%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3			3			3	-75%
Résultat avant impôt	758	(24)	(12)	722	100	(393)	429	-22%
Impôt	(207)	13	4	(190)	(19)	127	(82)	-24%
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(4)			(4)			(4)	ns
Résultat net	547	(11)	(8)	528	81	(266)	343	-21%
Participations ne donnant pas le contrôle	6		(3)	3	7		10	-25%
Résultat net part du groupe	541	(11)	(5)	525	74	(266)	333	-21%

⁽¹⁾ CPM et CVA/DVA: couverture des prêts, impact DVA et changement d'estimation CVA pour respectivement +15 m€ et -39 m€ en PNB

⁽²⁾ Réévaluation de la dette pour -393 m€ en PNB

⁽³⁾ sur le périmètre BFI stratégique

Après une année 2012 caractérisée par la transformation du modèle de Crédit Agricole CIB et les efforts de deleveraging, le premier semestre 2013 illustre la nouvelle organisation de la banque contribuant à faire de CACIB une « Debt house », recentrée sur un portefeuille de clients stratégiques et sur un réseau géographique resserré autour de ses métiers d'excellence.

Le contexte économique et financier reste aujourd'hui marqué par des tensions persistantes, notamment en Europe et dans les pays émergents, tandis qu'une reprise progressive se met en place aux Etats-Unis. Les marchés ont vu se succéder des périodes de dynamisme et de tensions (situation de l'Espagne et de l'Italie au premier trimestre, regain de volatilité sur les marchés et hausse des taux long terme soutenus par les annonces de sortie progressive de la politique d'assouplissement monétaire de la réserve fédérale américaine...).

Le premier semestre illustre la bonne résistance des métiers avec un produit net bancaire des activités pérennes qui s'établit à 2 090 millions d'euros, en baisse limitée de -8% sur le semestre.

Dans un environnement encore volatil, les revenus des activités de marchés affichent une bonne résistance. La banque d'investissement enregistre de bonnes performances sur la période grâce notamment au primaire actions.

Malgré les effets du plan d'adaptation en 2012 et les efforts entrepris en termes de liquidité, la banque de financement maintient ses positions sur ses principaux métiers.

Les charges d'exploitation diminuent de -4% attestant d'une politique de maîtrise des coûts efficace.

Le coût du risque des activités stratégiques, bien qu'en hausse par rapport à un premier semestre 2012 particulièrement bas, ne présente pas de dotations individuelles significatives.

Le résultat net part du groupe des activités stratégiques s'élève à 541 millions d'euros soit un recul de 21% par rapport au 1^{er} semestre 2012.

➔ RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

Banque de financement

	S1-13 (*)	S1-12 (*)	Variation(*) S1-13/S1-12	Variation(*) S1-13/ S1-12 à change constant
<i>en millions d'euros</i>				
Produit net bancaire	1 004	1 104	-9%	-9%
Charges d'exploitation	(441)	(460)	-4%	-3%
Résultat brut d'exploitation	563	644	-13%	
Coût du risque	(171)	(111)	54%	
Quote part de résultat des entreprises mises en équivalence	69	80	-14%	
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	1	x3	
Résultat avant impôt	464	614	-24%	
Impôt sur les bénéfices	(114)	(174)	-34%	
Résultat net	350	440	-20%	
Participations ne donnant pas le contrôle	5	5	0%	
Résultat net part du groupe	345	435	-21%	

(*) Hors impact de la couverture des prêts sur le produit net bancaire pour respectivement +15 et +81 millions d'euros pour le S1-2013 et le S1-2012 et hors impact du plan d'adaptation pour -70 millions d'euros au S1-2012

Les revenus de la banque de financement en baisse de 9%, toujours marqués par les effets du plan de deleveraging, affichent une évolution cohérente avec la baisse constante de la consommation de liquidité (de l'ordre de 10%).

Dans ce contexte, les revenus des financements structurés enregistrent une légère baisse de -2%. La banque commerciale voit ses revenus diminuer de -9% dans un environnement de pression sur les marges. Cependant les flux d'opérations sur la fin du trimestre sont encourageants.

Les charges diminuent de -4%, en ligne avec la diminution des effectifs et les programmes de maîtrise des coûts.

Les activités de syndication confirment leur bon positionnement. Crédit Agricole demeure ainsi premier sur les activités de syndication en France et se situe à la 2^{ème} place sur la zone EMEA et l'Europe de l'Ouest (*source Thomson Financial*).

Le coût du risque est en hausse par rapport à une base de comparaison 2012 très basse.

Le résultat net part du groupe, retraité des couvertures de prêts, atteint 345 millions d'euros, soit une baisse de 21% par rapport à 2012.

Banque de marchés et d'investissement

	S1-13 ^(*)	S1-12 ^(*)	Variation S1-13/S1- 12 ^(*)	Variation S1-13/S1- 12 ^(*) à change constant
<i>en millions d'euros</i>				
Produit net bancaire	1 086	1 157	-6%	-3%
Charges d'exploitation	(776)	(812)	-4%	-1%
Résultat brut d'exploitation	310	345	-10%	
Coût du risque	(16)	(4)	x4	
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	11	ns	
Résultat avant impôt	294	352	-16%	
Impôt sur les bénéfices	(93)	(100)	-7%	
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(4)	0	ns	
Résultat net	197	252	-22%	
Participations ne donnant pas le contrôle	1	3	-67%	
Résultat net part du groupe	196	249	-21%	

(*) Hors impact CVA/DVA au S1-13 (-39 millions d'euros en PNB) et impact du plan d'adaptation au S1-12 (-172 millions d'euros en résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession)

Dans un contexte de marché encore incertain et notamment marqué par les annonces de la Fed sur sa politique monétaire, les activités de marchés affichent une bonne résistance avec une baisse limitée des revenus de -3% à change constant.

Au sein du segment Global Markets, l'activité est principalement soutenue par les activités de taux qui sont portées par une bonne activité commerciale et par la titrisation dont les résultats restent stables sur la période, à des niveaux satisfaisants.

Les revenus de la banque d'investissement bénéficient d'un niveau de commissions important et enregistrent de bonnes performances notamment sur la ligne produit primaire actions avec par exemple la cession des titres EADS de Lagardère où Crédit Agricole CIB est intervenu en tant que conseil.

CACIB progresse ainsi de la 6^{ème} à la 1^{ère} place mondiale pour les émissions sécurisées de type jumbo et occupe également la 1^{ère} place en tant que teneur de livres sur l'activité de titrisation en Europe ABCP (*source Thomson Financial*).

Le résultat net part du groupe atteint 196 millions d'euros soit une baisse de -21% par rapport à 2012.

Activités en extinction

<i>en millions d'euros</i>	S1-13	S1-12^(*)	Variation S1-13/S1- 12^(*)
Produit net bancaire	103	67	54%
Charges d'exploitation	(86)	(158)	-46%
Résultat brut d'exploitation	17	(91)	ns
Coût du risque	(29)	(55)	-47%
Résultat avant impôt	(12)	(146)	-92%
Impôt sur les bénéfices	4	46	-91%
Résultat net	(8)	(100)	-92%
Participations ne donnant pas le contrôle	(3)	(20)	-85%
Résultat net part du groupe	(5)	(80)	-94%

(*) Hors impact du plan d'adaptation : -363 millions en produit net bancaire et -39 millions en coût du risque

La contribution des activités en extinction est en constante diminution par rapport à 2012 et représente, avec un résultat net part du groupe de -5 millions d'euros, un coût non significatif sur le semestre.

Le premier semestre 2013 s'est caractérisé par la poursuite de la réduction des expositions facilitée par des conditions de marché plus favorables et par un relatif regain d'appétit de certains investisseurs. Le produit net bancaire de 103 millions d'euros enregistré sur le premier semestre 2013 est essentiellement lié aux gains sur les actifs de type ABS et CDO d'ABS ainsi qu'aux actifs dérivés actions.

Les charges diminuent fortement de -46%, en lien avec la baisse des effectifs et l'arrêt progressif des activités de dérivés actions et matières premières.

Des informations complémentaires sur la nature des principales expositions sont présentées dans la partie « Expositions sensibles selon les recommandations du Financial Stability Board » en page 18 du rapport d'activité.

1 - Rapport d'activité au 1^{er} semestre 2013

Banque privée

<i>en millions d'euros</i>	S1-13	S1-12	Variation S1-13/S1-12	Variation S1-13/S1-12 à change constant
Produit net bancaire	372	346	8%	9%
Charges d'exploitation	(268)	(261)	3%	4%
Résultat brut d'exploitation	104	85	22%	
Coût du risque	(4)	(4)	0%	
Résultat avant impôt	100	81	23%	
Impôt sur les bénéfices	(19)	(15)	27%	
Résultat net	81	66	23%	
Participations ne donnant pas le contrôle	7	5	40%	
Résultat net part du groupe	74	61	21%	

Grâce à l'amélioration des conditions de rémunération de la trésorerie et des marchés relativement porteurs sur les courtages, les revenus des activités de banque privée progressent de +8%.

L'encours de fortune à fin juin 2013 s'élève à 93,3 milliards d'euros, contre 94 milliards d'euros à fin 2012.

Le résultat net part du groupe s'établit à 74 millions d'euros, soit une progression de 21% par rapport au S1-2012.

Activités hors métiers

<i>en millions d'euros</i>	S1-13	S1-12	Variation S1-13/S1-12
Produit net bancaire	(393)	225	ns
Charges d'exploitation	0	(1)	ns
Résultat brut d'exploitation	(393)	224	ns
Coût du risque	0	0	ns
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	4	ns
Résultat avant impôt	(393)	228	ns
Impôt sur les bénéfices	127	(81)	ns
Résultat net	(266)	147	ns
Participations ne donnant pas le contrôle	0	0	ns
Résultat net part du groupe	(266)	147	ns

Afin d'assurer une cohérence entre l'information sectorielle du Groupe Crédit Agricole S.A. et les données internes de gestion, qui permettent d'évaluer la performance de chaque métier du Groupe, l'impact et l'évolution du spread émetteur des émissions de Credit Agricole CIB a fait l'objet à compter de 2013 d'un reclassement en Activités hors métiers (au lieu d'être comptabilisé en Banque de marchés et d'investissement).

En dehors de cet impact, aucun élément significatif n'est intervenu au cours du premier semestre 2013.

→ STRUCTURE FINANCIÈRE

Fonds propres

Au 30 juin 2013, les capitaux propres part du groupe de Crédit Agricole CIB s'élevaient à 15,2 milliards d'euros. L'évolution sur le 1^{er} semestre 2013 correspond principalement à la prise en compte du résultat pour +0,3 milliard d'euros.

Parties liées

Les principales transactions conclues entre parties liées au 30 juin 2013 sont décrites dans la note annexe n° 2.3 aux comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2013.

Ratio de solvabilité européen (CRD)

Le tableau ci-après présente le ratio de solvabilité européen CRD et détaille les risques du groupe Crédit Agricole CIB mesurés en équivalents risques de crédit (après pondération liée à la contrepartie) ainsi que le niveau des fonds propres réglementaires, calculés conformément à la réglementation.

en milliards d'euros	30.06.2013	31.12.2012
FONDS PROPRES DE BASE [A]	18,2	17,9
Capital et réserves part du Groupe	15,1	14,3
Intérêts minoritaires hors titres hybrides	0,1	0,1
Titres hybrides retenus en fonds propres de base sur accord de l'Autorité de Contrôle Prudentiel	5,2	5,1
Déductions des fonds propres de base dont notamment les immobilisations incorporelles	(1,1)	(1,2)
Autres déductions	(1,1)	(0,4)
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES [B]	1,1	1,2
FONDS PROPRES SURCOMPLEMENTAIRES	0,0	0,0
DEDUCTIONS DES FONDS PROPRES DE BASE ET DES FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES	(2,2)	(2,4)
Déductions des fonds propres de base [C]	(1,1)	(1,2)
Déductions des fonds propres complémentaires [D]	(1,1)	(1,2)
<i>dont participations dans les établissements de crédit ou financiers supérieures à 10% de leur capital (hors créances subordonnées) ou donnant une influence notable sur ces établissements</i>	(1,7)	(1,7)
<i>dont positions de titrisation pondérées à 1 250%</i>	(0,5)	(0,7)
Total des fonds propres disponibles	17,1	16,7
Dont		
Tier 1 [A+C]	17,1	16,7
<i>Dont Core Tier 1</i>	13,5	13,3
Tier 2 [B+D]	0,0	0,0
Tier 3	0,0	0,0
Risques de crédit	85,0	87,1
Risques de marché	15,7	10,9
Risques opérationnels	14,4	13,9
TOTAL DES RISQUES PONDERES	115,1	111,9
Ratio Core Tier 1	11,7%	11,9%
Ratio Tier 1	14,8%	14,9%
Ratio de solvabilité global	14,8%	14,9%

Au 30 juin 2013, le ratio de solvabilité global et Tier 1 du groupe Crédit Agricole CIB s'établissent à 14,8%.

Au 31 décembre 2012, le ratio de solvabilité global du Groupe et le ratio Tier 1 atteignaient 14,9%.

1 - Rapport d'activité au 1^{er} semestre 2013

Evolution des risques pondérés

Les encours pondérés Bâle II s'élevaient à 115,1 milliards d'euros au 30 juin 2013, soit une hausse de +3,2 milliards d'euros par rapport à l'encours de fin décembre 2012.

La hausse constatée résulte des éléments suivants :

- Les risques de crédit ont diminué de -2,4 milliards d'euros hors effet change notamment du fait de la baisse des volumes en banque de financement ;
- L'effet change sur les risques de crédit est estimé à + 0,3 milliard d'euros ;
- Les risques de marché ont augmenté (+4,8 milliards d'euros) ;
- Le risque opérationnel a augmenté (+0,5 milliard d'euros).

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des encours pondérés du groupe Crédit Agricole CIB sur le premier semestre 2013.

	Montant (en milliards d'euros)
Encours pondérés au 31/12/2012	111,9
Effet change (USD)	0,3
Actualisation des modèles et évolutions méthodologiques	(0,2)
Variations organiques ⁽¹⁾	3,1
Encours pondérés au 30/06/2013	115,1

⁽¹⁾ Variation des expositions et migration de crédit

Evolution des fonds propres prudentiels

Les fonds propres Tier 1 s'élevaient à 17,1 milliards d'euros au 30 juin 2013, soit une augmentation de +0,3 milliard d'euros par rapport à fin décembre 2012.

Cette évolution s'explique par la combinaison de plusieurs effets :

- Un effet change de +0,1 milliard d'euros, sans effet sur le ratio qui est immunisé contre les variations de change grâce au maintien au numérateur d'une part dollar similaire à celle qui est calculée sur les éléments du dénominateur.
- Une diminution des déductions prudentielles et autres (+0,2 milliard d'euros).

1 - Rapport d'activité au 1^{er} semestre 2013

Tableau de passage des capitaux propres comptables aux fonds propres prudentiels

(en millions d'euros)	30/06/2013	
	Détail	Total
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (VALEUR COMPTABLE)		15 158
Participations ne donnant pas le contrôle et assimilés		
Participations ne donnant pas le contrôle (valeur comptable)	521	
Déduction des actions de préférence reclassées dans "autres éléments de capital Tier 1"	(420)	
Ajustements réglementaires sur Tier 1		
Distribution de résultat anticipée	(316)	
Autres instruments de capitaux propres	0	
Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles	(1 118)	
Gains - pertes latents sur opérations couverture flux trésorerie	(360)	
Gains - pertes latents sur titres de capital et de dettes disponibles à la vente	(156)	
Pertes attendues (50% du total sur le Tier 1)	(7)	
Déduction des titrisations (50% du total sur le Tier 1)	(249)	
Déductions au titre des participations dans les établissements de crédit ou financiers (50% Tier 1)	(873)	
Autres retraitements prudentiels	(289)	
Autres éléments de capital Tier 1		
Instruments de fonds propres hybrides	4 756	
Actions de préférence	420	
Total capital Tier 1		17 067
Ressources Tier 2		
Eléments, titres et emprunts répondant à l'article 4b et 4c (à durée indéterminée) du règlement 90-02	30	
Titres et emprunts répondant à l'article 4d (à durée déterminée) du règlement 90-02	642	
Ajustements réglementaires sur Tier 2		
Retraitement prudentiel sur instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	85	
Excédent des dépréciations collectives sur les pertes attendues	325	
Déduction des titrisations (50% du total sur le Tier 2)	(249)	
Pertes attendues (50% du total sur le Tier 2)	(7)	
Déductions au titre des participations dans les établissements de crédit ou financiers (50% Tier 2)	(873)	
Autres retraitements prudentiels	47	
Total capital Tier 2		0
TOTAL FONDS PROPRES GLOBAUX		17 067

⁽¹⁾ il s'agit du retraitement prudentiel en Upper Tier 2 de 45% des plus-values latentes sur titres de capital disponibles à la vente

Gestion des risques

Les principales catégories de risques auxquelles le groupe Crédit Agricole CIB est exposé sont :

- les risques de crédit;
- les risques de marché;
- les risques structurels de gestion du bilan (risques de taux d'intérêt global, risques de change, risques de liquidité);
- les risques particuliers présentés selon le format recommandé par le Forum de Stabilité Financière;
- les risques opérationnels, les risques juridiques ainsi que les risques de non-conformité.

Les informations sur ces catégories de risques font partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires résumés de Crédit Agricole CIB au 30 juin 2013.

L'organisation, les principes et outils de gestion et de surveillance de ces risques sont décrits de manière détaillée au sein du document de référence 2012, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques (pages 112 à 137).

La description de ces risques et les principales évolutions constatées sur le premier semestre 2013 sont présentées ci-dessous, à l'exception des risques souverains en zone euro considérés comme significatifs dont les évolutions sont présentées dans la note 5.6 des annexes aux états financiers.

→ RISQUES DE CRÉDIT

Les principes, méthodologies et dispositif de gestion du risque de crédit sont décrits de manière détaillée au sein du document de référence 2012, pages 113 à 122.

Périmètre

Le périmètre pour les risques de crédit prend en compte les engagements commerciaux, hors portefeuilles titres et dérivés.

A noter que les opérations avec le groupe Crédit Agricole S.A. sont exclues de ce périmètre.

Au 30 juin 2013, la ventilation par zone géographique et par filière économique des crédits accordés à la clientèle et aux banques par le groupe Crédit Agricole CIB (281 milliards d'euros; contre 291 milliards d'euros au 31 décembre 2012) se répartit comme suit :

Ventilation des risques de contrepartie par zone géographique

Répartition en %	30.06.2013	31.12.2012
Autres pays d'Europe de l'Ouest	30,4%	29,4%
France	21,5%	25,4%
Amérique du nord	20,7%	19,0%
Asie (Hors Japon)	10,6%	10,4%
Afrique et Moyen-Orient	5,5%	5,5%
Japon	4,4%	3,5%
Autres pays d'Europe	3,5%	3,7%
Amérique Latine	3,3%	3,0%
Autres et supranationaux	0,1%	0,1%

Source : Risques (engagements commerciaux de bilan et de hors bilan de la clientèle et des banques)

1 - Rapport d'activité au 1^{er} semestre 2013

Ventilation des risques de contrepartie par filière économique

Répartition en %	30.06.2013	31.12.2012
Banque	23,5%	25,3%
Energie	16,0%	15,7%
Divers	12,4%	11,8%
Maritime	5,9%	5,9%
Immobilier	4,4%	4,5%
Aéronautique/Aérospatial	4,4%	4,3%
Industrie lourde	3,4%	3,4%
Autres activités financières (non bancaires)	3,4%	2,5%
BTP	3,1%	3,1%
Production et distribution de biens de consommation	3,0%	3,2%
Automobile	2,8%	2,6%
Télécom	2,6%	2,6%
Assurance	2,3%	2,5%
Autres transports	2,2%	2,2%
Autres industries	2,0%	2,0%
Agroalimentaire	1,6%	1,5%
Services non marchands/Secteur public/Collectivité	1,5%	1,4%
Tourisme/Hôtels/Restauration	1,4%	1,3%
Santé/Pharmacie	1,3%	1,3%
Informatique/Technologies	1,1%	1,0%
Média/Edition	0,8%	0,7%
Bois/Papier/Emballage	0,5%	0,4%
Utilities	0,4%	0,4%

Source : Risques (engagements commerciaux de bilan et de hors bilan de la clientèle et des banques)

Exposition des prêts et créances par agent économique

La répartition des prêts et créances dépréciés par agent économique est présentée dans la note 5.3 des états financiers.

Coût du risque

Le coût du risque de Crédit Agricole CIB et ses principaux mouvements sont présentés en note 3.8 des états financiers consolidés.

→ RISQUES DE MARCHÉ

Les dispositifs de gestion et la méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché sont précisés pages 122 à 126 du document de référence 2012.

Gestion du risque

▲ Méthodologie et système de mesure

Les méthodologies de mesure de la VaR n'ont pas fait l'objet d'évolutions majeures au cours du premier semestre 2013.

Exposition (mesure de la Value at Risk)

▲ Mesure de la VaR réglementaire de Crédit Agricole CIB au cours du 1^{er} semestre 2013

en millions d'euros	28/06/2013	Minimum	Maximum	Moyenne S1 2013
Activité de taux	8	5	11	8
Activité sur actions	1	1	3	2
Activité de change	2	1	3	2
Activité de crédit	10	4	11	7
Compensation	-6			
Crédit Agricole CIB	15	6	18	12

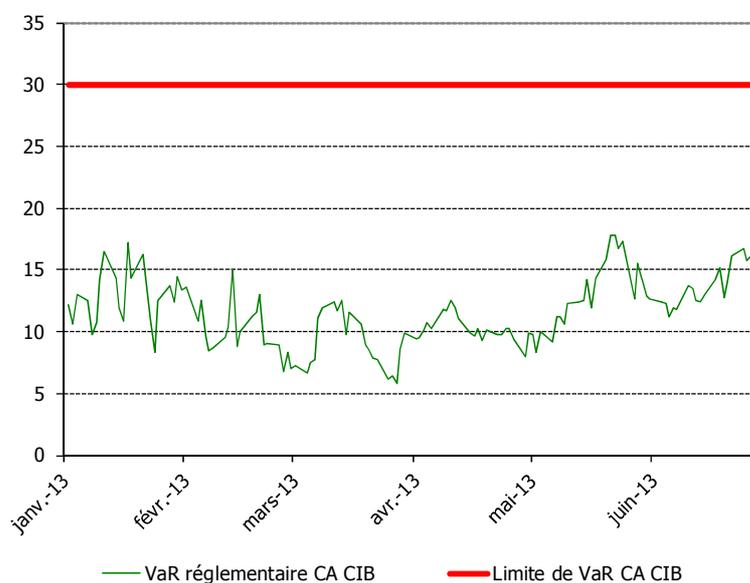
La VaR réglementaire à la fin du 1^{er} semestre 2013 s'élève à 15 millions d'euros, inférieure à la limite de VaR fixée à 30 millions d'euros.

Sur le 1^{er} semestre 2013, l'évolution de la VaR réglementaire de Crédit Agricole CIB aura été principalement marquée par une variation des effets de compensation (périmètres de taux et de crédit). Il est à noter que la VaR réglementaire a évolué dans une fourchette comprise entre 6 et 18 millions d'euros, à comparer avec la limite fixée à 30 millions d'euros.

Les activités présentent des niveaux de VaR faibles et en diminution par rapport à l'exercice 2012.

▲ Evolution journalière de la VaR Crédit Agricole CIB

▷ VaR réglementaire de Crédit Agricole CIB au cours du 1^{er} semestre 2013 (en millions d'euros)



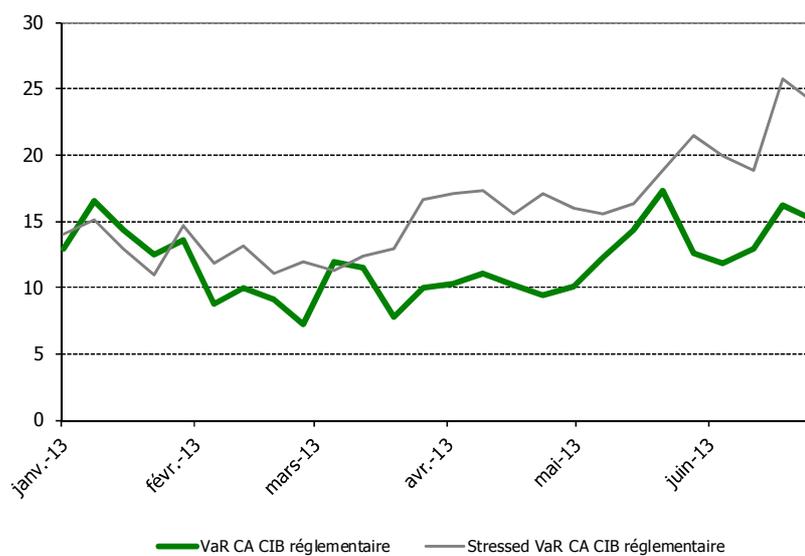
Exposition SVaR

▲ Mesure de la VaR réglementaire stressée de Crédit Agricole CIB au cours du 1^{er} semestre 2013

Conformément aux exigences du régulateur, la SVaR (Stressed Value at Risk) est produite à une fréquence hebdomadaire.

La SVaR n'est pas décorrélée de la VaR et affiche également des niveaux faibles.

▷ VaR et VaR stressée de Crédit Agricole CIB au cours du 1^{er} semestre 2013 (en millions d'euros)



→ EXPOSITIONS SENSIBLES SELON LES RECOMMANDATIONS DU FINANCIAL STABILITY BOARD

Les expositions suivantes correspondent aux recommandations du Financial Stability Board. Cette information fait partie intégrante des comptes consolidés de Crédit Agricole CIB au 30 juin 2013. A ce titre, elle est couverte par le rapport des Commissaires aux comptes au titre de leur examen limité sur l'information financière semestrielle.

Tableau de synthèse des expositions présentées ci-après au 30 juin 2013 :

en millions d'euros	Actifs en prêts et créances				Catégorie comptable	Actifs à la juste valeur			Catégorie comptable	
	Exposition brute	Décote	Provision collective	Exposition nette		Exposition brute	Décote	Exposition nette		
RMBS	449	(74)	(47)	328	(1)	127	(78)	49	(3)	
CMBS	81	(3)	(22)	56		8	(1)	7		
CDO super senior non couverts	1 875	(1 222)	(121)	532	(2)	1 173	(1 156)	17		
CDO mezzanines non couverts	74	(74)		0		602	(602)	0		
CLO non couverts	760	(24)	(11)	725		224	(16)	208		
Protections acquises auprès de monolines						161	(109)	52		(4)
Protections acquises auprès de CDPC						107	(22)	85		

⁽¹⁾ Prêts et créances sur les établissements de crédit ou la clientèle - titres non cotés sur un marché actif (cf. note 5.3 des comptes consolidés)

⁽²⁾ Prêts et créances sur la clientèle - titres non cotés sur un marché actif (cf. note 5.3 des comptes consolidés)

⁽³⁾ Actifs financiers à la juste valeur par résultat - obligations et autres titres à revenu fixe et instruments dérivés (cf. note 5.1 des comptes consolidés)

⁽⁴⁾ Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Instruments dérivés (cf. note 5.1 des comptes consolidés)

1 - Rapport d'activité au 1^{er} semestre 2013

ABS Immobiliers

<i>en millions d'euros</i>	Etats-Unis		Royaume-Uni		Espagne	
RMBS	31.12.2012	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2013
Comptabilisés en prêts et créances						
Exposition brute	339	242	181	143	100	64
Décote*	(161)	(88)	(32)	(24)	(26)	(9)
Exposition nette en millions d'euros	178	154	149	119	74	55

Comptabilisés en actif évalué à la juste valeur						
Exposition brute	109	85	40	37	6	5
Décote	(97)	(72)	(5)	(5)	(1)	(1)
Exposition nette en millions d'euros	12	13	35	32	5	4
% subprime sous-jacents sur exposition nette	95%	97%				

Ventilation par notation de l'exposition brute totale						
AAA	5%	3%				
AA	4%	3%				
A	3%	4%	79%	100%	58%	82%
BBB	5%	3%			13%	18%
BB	3%	2%	21%			
B	5%	2%			7%	
CCC	3%	10%				
CC	3%	3%				
C	43%	22%				
Non noté	26%	48%			22%	

<i>en millions d'euros</i>	Etats-Unis		Royaume-Uni		Autres	
CMBS	31.12.2012	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2013
Comptabilisés en prêts et créances						
Exposition nette*			25	23	68	33
Comptabilisés en actif évalué à la juste valeur						
Exposition nette			5	5	3	2

* dont 69m€ de provision collective au 30 juin 2013 contre 106 m€ au 31 décembre 2012

Par ailleurs, achats de protections sur RMBS et CMBS évalués à la juste-valeur :

- 30 juin 2013 : nominal = 57 millions d'euros ; juste valeur = 49 millions d'euros.
- 31 décembre 2012 : nominal = 93 millions d'euros ; juste valeur = 79 millions d'euros.

La valorisation des ABS immobiliers évalués à la juste valeur se fait à partir d'informations en provenance de contributeurs externes.

1 - Rapport d'activité au 1^{er} semestre 2013

Méthodologie d'évaluation des CDO super senior à sous-jacents résidentiels américains

CDO super senior évalués à la juste valeur

La valorisation des CDO super senior est obtenue à partir de l'application d'un scénario de crédit sur les sous-jacents (prêts résidentiels principalement) des ABS constituant chaque CDO.

Les taux de pertes finales appliqués sur les prêts en vie sont:

- calibrés en fonction de la qualité et de la date d'origine de chaque prêt résidentiel ;
- exprimés en pourcentage du nominal. Cette approche nous permet notamment de visualiser nos hypothèses de pertes en fonction de nos risques toujours au bilan de la banque.

Date de clôture	Taux de pertes subprime produits en		
	2005	2006	2007
31.12.2012	50%	60%	60%
30.06.2013	50%	60%	60%

Les flux futurs obtenus sont ensuite actualisés sur la base d'un taux prenant en compte la liquidité de ce marché.

CDO super senior évalués au coût amorti

Depuis le quatrième trimestre 2012, ils sont dépréciés selon la même méthodologie que les CDO super senior évalués à la juste valeur, à la différence que, les flux futurs obtenus sont actualisés sur la base du taux d'intérêt effectif en date de reclassement.

CDO super senior à sous-jacents résidentiels américains non couverts

Au 30 juin 2013, Crédit Agricole CIB a une exposition nette de 549 millions d'euros sur des CDO super senior non couverts (après prise en compte d'une provision collective de 121 millions d'euros).

Décomposition des CDO super senior

<i>en millions d'euros</i>	Actifs à la juste valeur	Actifs en prêts et créances
Nominal	1 173	1 875
Décote	1 156	1 222
Provision collective		121
Valeur nette	17	532
<i>Valeur nette au 31 décembre 2012</i>	18	744
Taux de décote*	99%	72%
Sous-jacent		
% des actifs subprime sous-jacents produits avant 2006	9%	30%
% des actifs subprime sous-jacents produits en 2006 et 2007	31%	3%
% des actifs Alt A sous-jacents	2%	6%
% des actifs Jumbo sous-jacents	0%	3%

*Après prise en compte des tranches décotées à 100%

Autres expositions au 30 juin 2013

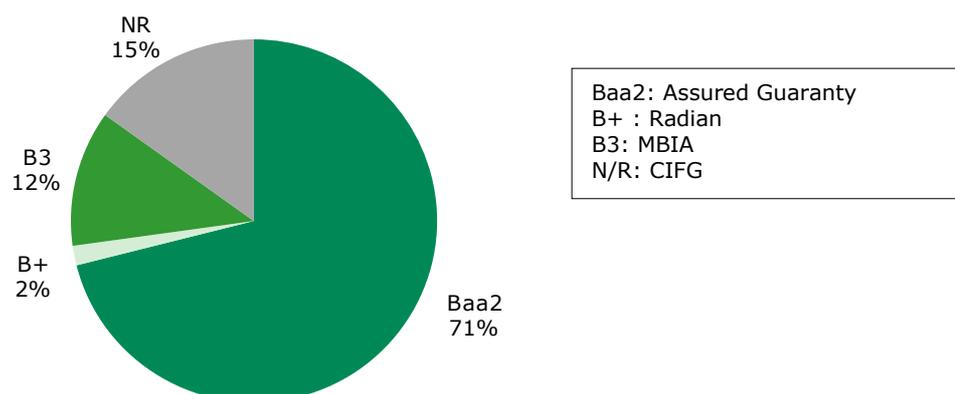
<i>en millions d'euros</i>	Nominal	Décote	Provision collective	Net
CLO non couverts évalués à la juste valeur	224	(16)		208
CLO non couverts comptabilisés en prêts et créances	760	(24)	(11)	725
CDO Mezzanines non couverts évalués à la juste valeur	602	(602)		0
CDO Mezzanines non couverts comptabilisés en prêts et créances*	74	(74)		0

*Tranches de CDO mezzanines issues de la liquidation d'un CDO anciennement comptabilisé en prêts et créances

Protections acquises auprès de monolines au 30 juin 2013

en millions d'euros	Monolines en couverture de :				Total protections acquises auprès de monolines
	CDO résidentiels américains	CDO corporate	CLO	Autres sous-jacents	
Montant notionnel brut de la protection acquise	65	2 653	280	318	3 316
Montant notionnel brut des éléments couverts	65	2 653	280	318	3 316
Juste valeur des éléments couverts	41	2 651	264	199	3 155
Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur et couvertures	24	2	16	119	161
Ajustements de valeur comptabilisés sur la protection	(1)	(1)	(15)	(92)	(109)
Exposition résiduelle au risque de contrepartie sur Monolines	23	1	1	27	52

Répartition de l'exposition nette sur monolines au 30 juin 2013* :



* Notation la plus basse émise par Standards & Poors ou Moody's au 30 juin 2013.

Protections auprès de CDPC (Credit Derivative Product Companies)

Au 30 juin 2013, l'exposition nette auprès de CDPC est de 85 millions d'euros (contre 89 millions d'euros au 31 décembre 2012), principalement sur des CDO corporate, après prise en compte d'une décote de 22 millions d'euros (contre 48 millions d'euros au 31 décembre 2012).

→ GESTION DE BILAN - RISQUES FINANCIERS STRUCTURELS

L'organisation et le dispositif d'encadrement et de suivi de la gestion du bilan sont décrits pages 131 à 135 du document de référence 2012. Ils n'ont pas connu d'évolution significative.

Risques de taux d'intérêt global

L'exposition du groupe Crédit Agricole CIB n'a pas fondamentalement évolué au cours du premier semestre.

Les impasses de taux au 30 juin 2013 se détaillent comme suit et traduisent une exposition de la Banque à une baisse des taux d'intérêts :

<i>en milliards d'euros</i>	0-1 an	1-5 ans	5-10 ans
Gaps moyens Dollar US	-0,9	1,0	0,7
Gaps moyens Euro et autres devises	-2,2	0,1	0,2

Risques de liquidité

Les principes méthodologiques, la gestion et le suivi du risque de liquidité n'ont pas connu d'évolutions significatives depuis le 31 décembre 2012.

Pour rappel, au 31 décembre 2012, le coefficient de liquidité de Crédit Agricole CIB s'élevait à 127%.

Risques de change

La politique de gestion, de suivi et le contrôle du risque de change n'a pas significativement évolué sur le premier semestre.

Couverture des risques de taux et change

Dans le cadre de la gestion de ses risques financiers, Crédit Agricole CIB a notamment recours à des instruments (swaps de taux d'intérêt et opérations de change) pour lesquels une relation de couverture est établie au regard de l'intention de gestion poursuivie. Les 3 types de couvertures (couverture de juste valeur, couverture de flux de trésorerie et couverture de l'investissement net en devise) sont décrits dans le document de référence 2012, pages 134 à 135.

Concernant la couverture de flux de trésorerie, en application d'IFRS 7, les montants d'intérêts futurs attachés aux éléments de bilan faisant l'objet d'une couverture de flux de trésorerie sont présentés ci-dessous selon leurs périodes d'échéance.

30.06.2013				
<i>en millions d'euros</i>	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total
Flux de trésorerie couverts (à recevoir)	37	390	298	725
Flux de trésorerie couverts (à payer)	(1)	(1)	0	(2)

→ RISQUES OPÉRATIONNELS

Les dispositifs de gestion et de surveillance des risques opérationnels sont décrits au sein du document de référence 2012, pages 135 à 136, et n'ont pas connu d'évolutions matérielles au 30 juin 2013.

→ RISQUES JURIDIQUES

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours au sein de Crédit Agricole CIB et de ses filiales consolidées par intégration globale, sont décrites en pages 136 et 137 du document de référence 2012, déposé auprès de l'AMF le 18 mars 2013 sous le numéro D.13-0169.

Par rapport aux faits exceptionnels et litiges exposés dans ce document, il convient de noter les évolutions suivantes :

Dans le dossier **Bell**, le pourvoi, formé par les Banques devant la *High Court of Australia* pour contester la décision du 17 août 2012 de la *Court of Appeal* de la *Supreme Court of Western Australia*, a été autorisé par la *High Court of Australia* le 22 mars 2013. Cette dernière ne s'est pas encore prononcée sur les points qui lui ont été soumis.

En ce qui concerne le dossier **OFAC**, les lois et règlements des États-Unis d'Amérique exigent le respect des sanctions économiques mises en place par l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) à l'encontre de certains pays étrangers, personnes physiques et entités. Le Department of Justice, le bureau du District Attorney du Comté de New York ainsi que d'autres autorités gouvernementales américaines souhaitent savoir comment certaines institutions financières ont effectué des paiements libellés en dollars américains impliquant des pays, personnes physiques ou entités faisant l'objet de sanctions américaines.

Le groupe Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A. conduisent actuellement une revue interne des paiements libellés en dollars américains impliquant des pays, personnes physiques ou entités qui pourraient être visés par ces sanctions et coopèrent avec les autorités américaines dans le cadre de leurs demandes.

Il n'est actuellement pas possible de connaître l'issue de ces revues internes et demandes, ni la date à laquelle elles se termineront. Si les constatations effectuées à l'occasion de ces revues les y conduisent, les autorités de contrôle américaines pourraient imposer, comme elles l'ont fait pour d'autres institutions financières, la mise en place de programmes renforcés de conformité ou prononcer des sanctions pécuniaires.

Dans le dossier **Euribor/Libor et autres indices**, Crédit Agricole CIB et sa maison mère Crédit Agricole S.A., en leur qualité de contributeurs à plusieurs taux interbancaires, ont reçu des demandes d'information provenant de différentes autorités dans le cadre d'enquêtes concernant d'une part la détermination de taux LIBOR (London Interbank Offered Rates) sur plusieurs devises, du taux EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate) et de certains autres indices de marché, et d'autre part des opérations liées à ces taux et indices. Ces demandes couvrent plusieurs périodes s'échelonnant de 2005 à ce jour.

Dans le cadre de leur coopération avec ces autorités, Crédit Agricole CIB et sa maison mère Crédit Agricole S.A., ont procédé à un travail d'investigation visant à rassembler les informations sollicitées par ces différentes autorités. Ces travaux seront poursuivis sur le second semestre 2013. Il n'est actuellement pas possible de connaître l'issue des travaux ni la date à laquelle ils se termineront.

S'agissant de Singapour, Crédit Agricole CIB a conduit à la demande de la Monetary Authority of Singapore (« MAS »), une revue des communications échangées avec d'autres banques sur ses contributions à des indices locaux (SOR et SIBOR), ainsi que sur le marché des NDFs (Non Deliverable Forwards) concernant certaines devises régionales, pour la période allant de janvier 2007 à décembre 2011. La MAS a demandé, le 14 juin 2013, à Crédit Agricole CIB, ainsi qu'à 19 autres banques, de renforcer leurs procédures d'organisation et de contrôle des contributions aux indices et d'intervention sur le marché des NDFs. Elle a également imposé à ces banques une augmentation de leurs dépôts dans ses livres. La libération de ces réserves supplémentaires est conditionnée à la mise en place de ce programme d'organisation et de contrôle de manière satisfaisante pour la MAS.

Par ailleurs, un dossier nouveau est à noter: la Banque japonaise **Aozora LTD** (« Aozora ») a assigné, le 18 juin 2013, devant la Cour du comté de New York, Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole Securities (U.S.A) à propos d'un CDO structuré par Crédit Agricole CIB, dénommé « Millstone IV ». Aozora avait investi 34 millions de dollars américains dans ce CDO et estime avoir subi un préjudice du fait de la structuration du CDO. Aozora demande le remboursement de l'investissement, des dommages intérêts pour un montant de 34 millions de dollars américains ainsi que le remboursement de frais et honoraires, ces montants n'étant pas chiffrés à ce jour.

1 - Rapport d'activité au 1^{er} semestre 2013

Les risques juridiques en cours au 30 juin 2013 susceptibles d'avoir une influence négative sur le patrimoine du Groupe ont fait l'objet de provisions adéquates tenant compte des informations dont dispose la Direction générale.

A ce jour, à la connaissance de Crédit Agricole CIB, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée) susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 6 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du groupe Crédit Agricole CIB.

→ RISQUES DE NON-CONFORMITÉ

La prévention et le contrôle des risques de non-conformité sont traités au sein du document de référence 2012, page 137.

Perspectives du 2^{ème} semestre 2013

La croissance américaine s'appuie, selon nous, sur des fondamentaux suffisamment robustes pour que l'argument liquidité laisse progressivement place à celui de la reprise pour modeler les anticipations et façonner les tendances de marché. La croissance devrait progressivement s'accélérer (1,9% en 2013 et 2,8% en 2014) sans remontée intempestive des taux d'intérêt (2,9% pour le taux 10 ans à fin 2013), ceci grâce à une bonne gestion de la Fed pour franchir, avec succès, les différentes étapes de sa stratégie de sortie.

La zone euro, ancrée dans une récession profonde et prolongée (-0,7% en moyenne en 2013), est vulnérable aux aléas financiers. Le retour timide de la confiance et les bourgeons de reprise, qui font çà et là leur apparition, ne résisteraient pas à une remontée trop rapide des taux d'intérêt, une configuration inconsistante avec le cycle d'amorçage en cours. Ceci dit, même à écarter ce risque, le redressement de l'activité attendu en deuxième partie d'année s'annonce lent et laborieux, avec comme unique ressort un couple exportations-investissements qui devrait permettre d'arrimer progressivement la zone euro au cycle de reprise mondiale. L'inflation n'étant pas un souci, la Banque centrale européenne (BCE) devrait maintenir des conditions monétaires ultra-accommodantes avec, si besoin est, une nouvelle baisse de son taux directeur ou un assouplissement supplémentaire des conditions de liquidité. Elle a récemment modifié son mode de communication en introduisant une forme de pilotage des anticipations (« forward guidance ») afin de mettre un couvercle sur les taux d'intérêt. La propagation de la hausse des taux américains est néanmoins inévitable pour les souverains européens de meilleure signature (1,9% pour le taux 10 ans allemand fin 2013), mais ce mouvement devrait aller de pair avec une compression des primes de risque pour les pays du Sud, financièrement fragiles, en phase avec l'amélioration conjoncturelle et les avancées sur le front de la consolidation budgétaire. Le repli attendu de l'euro (avec une cible de 1,25 contre un dollar fin 2013) devrait constituer un soutien opportun aux exportations, en améliorant la compétitivité de la zone.

Pour Crédit Agricole CIB

Crédit Agricole CIB poursuit la mise en œuvre de son plan d'adaptation à un rythme soutenu. La bonne tenue des activités de financement et de marchés s'est accompagnée d'une réelle avancée prise sur la convergence vers les ratios bâlois de liquidité et fonds propres. Cela confirme le choix d'un modèle « distribute to originate » permettant de générer plus de revenus pour une moindre consommation de bilan.

La cession de CLSA et Cheuvreux et la sortie des activités de dérivés actions achèvent le recentrage métier entrepris en 2011. Enfin, le coût limité des activités en extinction sur le premier semestre confirme la tendance observée maintenant depuis plusieurs trimestres.

La baisse des charges voit se concrétiser les efforts réalisés depuis 2 ans pour améliorer le coefficient d'exploitation.

Le second semestre sera l'occasion à la fois de poursuivre les actions de maîtrise des ressources – liquidité, fonds propres et charges – mais aussi le maintien des revenus. C'est ainsi que nous augmenterons la productivité des ressources rares.

2

COMPTES CONSOLIDÉS

INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2013

examinés par le Conseil d'administration en date du 1^{er} Août 2013

Cadre général	28
▲ Présentation juridique de Crédit Agricole CIB.....	28
Etats financiers consolidés	29
▲ Compte de résultat	29
▲ Résultat net et autres éléments du résultat global.....	30
▲ Bilan actif	31
▲ Bilan passif.....	32
▲ Tableau de variation des capitaux propres	33
▲ Tableau des flux de trésorerie	34
Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés	35
▲ Note 1 : Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.....	35
▲ Note 2 : Informations significatives du semestre	38
▲ Note 3 : Notes relatives au compte de résultat	43
▲ Note 4 : Informations sectorielles.....	51
▲ Note 5 : Notes relatives au bilan	53
▲ Note 6 : Engagements de financement et de garantie	67
▲ Note 7 : Reclassements d'instruments financiers	69
▲ Note 8 : Juste valeur des instruments financiers	70
▲ Note 9 : Evénements postérieurs à la fin de la période intermédiaire.....	76
▲ Note 10 : Périmètre de consolidation au 30 juin 2013.....	77
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	79

Des informations requises par la norme IFRS 7 figurent dans le rapport d'activité (pages 18 à 21) et font partie intégrante des comptes.

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers.

Cadre général

➤ PRESENTATION JURIDIQUE DE CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK

Dénomination sociale : Crédit Agricole Corporate and Investment Bank

Noms commerciaux : Crédit Agricole Corporate and Investment Bank - Crédit Agricole CIB – CACIB

Adresse du siège social de la Société :

9, quai du Président Paul Doumer
92920 Paris La Défense cedex - France.

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 304 187 701.

Code NAF : 6419 Z (APE)

Forme juridique :

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank est une société anonyme de droit français (à Conseil d'administration) régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables aux établissements de crédit et aux sociétés anonymes ainsi que par ses statuts.

La Société est affiliée depuis décembre 2011 au réseau Crédit Agricole au sens du Code monétaire et financier.

Capital social :

EUR 7.254.575.271

Etats financiers consolidés

► COMPTE DE RESULTAT

en millions d'euros	Notes	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012 retraité
Intérêts et produits assimilés	3.1	2 424	5 618	3 030
Intérêts et charges assimilées	3.1	(1 401)	(2 966)	(1 965)
Commissions (produits)	3.2	1 200	2 219	1 322
Commissions (charges)	3.2	(579)	(1 127)	(790)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	504	296	1 029
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	(3)	23	(64)
Produits des autres activités	3.5	29	93	38
Charges des autres activités	3.5	(26)	(95)	(53)
PRODUIT NET BANCAIRE		2 148	4 061	2 547
Charges générales d'exploitation	3.6	(1 516)	(3 203)	(1 633)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	(55)	(136)	(59)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		577	722	855
Coût du risque	3.8	(220)	(467)	(213)
RESULTAT D'EXPLOITATION		357	255	642
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		69	164	80
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	3	44	16
Variations de valeur des écarts d'acquisition	2.2		(483)	
RESULTAT AVANT IMPÔT		429	(20)	738
Impôts sur les bénéfices		(82)	23	(184)
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession		(4)	(381)	(172)
RESULTAT NET		343	(378)	382
Participations ne donnant pas le contrôle		10	11	(7)
RESULTAT NET – PART DU GROUPE		333	(389)	389
Résultat de base par action (en euros) *	5.11	1,24	(1,49)	1,54
Résultat dilué par action (en euros) *	5.11	1,24	(1,49)	1,54

* Correspond au résultat y compris résultat net des activités abandonnées.

Afin d'assurer la comparabilité des comptes, en application d'IFRS 5, les contributions au 30 juin 2012 des comptes de CA Chevreux et CLSA dans le compte de résultat du groupe Crédit Agricole CIB ont été reclassées en Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession.

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

➤ RESULTAT NET ET AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

Les montants sont présentés nets d'impôts.

en millions d'euros	Notes	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012 retraité
Résultat net		343	(378)	382
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi		(6)	(130)	(70)
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés				
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence	3.10	(6)	(130)	(70)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence				
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence	3.10	2	43	20
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence				
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	3.10	(4)	(87)	(50)
Gains et pertes sur écarts de conversion		(44)	(52)	105
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente		(54)	67	78
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture		(306)	198	97
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés		(16)	3	(15)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence	3.10	(420)	216	265
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables part du Groupe des entités mises en équivalence	3.10	(8)	(20)	54
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence	3.10	127	(77)	(69)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence				
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	3.10	(301)	119	250
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	3.10	(305)	32	200
Résultat net et autres éléments du résultat global		38	(346)	582
Dont part du Groupe		27	(352)	577
Dont participations ne donnant pas le contrôle		11	6	5

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

➤ BILAN ACTIF

en millions d'euros	Notes	30.06.2013	31.12.2012
Caisse, banques centrales		46 327	37 505
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1, 5.6	512 908	583 497
Instruments dérivés de couverture		1 718	1 842
Actifs financiers disponibles à la vente	5.2, 5.4, 5.5, 5.6	26 170	30 084
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.3, 5.4, 5.5, 5.6	56 782	65 596
Prêts et créances sur la clientèle	5.3, 5.4, 5.5, 5.6	111 288	122 508
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		26	33
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Actifs d'impôts courants et différés		1 418	2 354
Comptes de régularisation et actifs divers		78 244	55 061
Actifs non courants destinés à être cédés		6 097	3 858
Participations dans les entreprises mises en équivalence		1 431	1 369
Immeubles de placement			
Immobilisations corporelles	5.9	444	466
Immobilisations incorporelles	5.9	166	159
Ecarts d'acquisition	2.2	953	958
TOTAL DE L'ACTIF		843 972	905 290

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

➤ BILAN PASSIF

en millions d'euros	Notes	30.06.2013	31.12.2012
Banques centrales		1 557	1 057
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	524 455	609 429
Instruments dérivés de couverture		1 071	1 063
Dettes envers les établissements de crédit	5.7	67 024	58 760
Dettes envers la clientèle	5.7	116 668	121 161
Dettes représentées par un titre	5.8	29 790	31 102
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		67	109
Passifs d'impôts courants et différés		440	547
Comptes de régularisation et passifs divers		74 641	55 504
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		5 639	3 551
Provisions techniques des contrats d'assurance		12	11
Provisions	5.10	1 332	1 359
Dettes subordonnées	5.8	5 579	5 970
Total dettes		828 275	889 623
Capitaux propres	5.11		
Capitaux propres part du Groupe		15 158	15 131
Capital et réserves liées		8 160	8 160
Réserves consolidées		6 196	6 585
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		531	824
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants destinés à être cédés		(62)	(49)
Résultat de l'exercice		333	(389)
Participations ne donnant pas le contrôle		539	536
Total Capitaux propres		15 697	15 667
TOTAL DU PASSIF		843 972	905 290

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

➤ TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en millions d'euros	Part du groupe							Participations ne donnant pas le contrôle					Capitaux propres consolidés		
	Capital et réserves liées				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres	Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres	
	Capital	Primes et Réserves consolidées liées au capital ⁽¹⁾	Elimination des titres auto-détenus	Total Capital et Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables			Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres
Capitaux propres au 1er janvier 2012	6 775	8 055		14 830	(78)	815	737		15 567	589	1	(31)	(30)	559	16 126
Augmentation de capital	480	168		648				648	8					8	656
Variation des titres auto-détenus															
Dividendes versés au 1er semestre 2012		(647)		(647)				(647)	(16)					(16)	(663)
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle															
Mouvements liés aux paiements en actions															
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	480	(479)		1				1	(8)					(8)	(7)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					(50)	184	134		134			12	12	12	146
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres des entreprises mises en équivalence						54	54		54						54
Résultat du 1er semestre 2012								389	389	(7)				(7)	382
Autres variations		(86)		(86)				(86)	(86)						(86)
Capitaux propres au 30 juin 2012	7 255	7 490		14 745	(128)	1 053	925	389	16 059	574	1	(19)	(18)	556	16 615
Augmentation de capital										3				3	3
Variation des titres auto-détenus															
Dividendes versés au 2nd semestre 2012										(10)				(10)	(10)
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle															
Mouvements liés aux paiements en actions															
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires										(7)				(7)	(7)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					(37)	(39)	(76)		(76)			(18)	(18)	(18)	(94)
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres des entreprises mises en équivalence						(74)	(74)		(74)						(74)
Résultat du 2nd semestre 2012								(778)	(778)	18				18	(760)
Autres variations										(13)				(13)	(13)
Capitaux propres au 31 décembre 2012	7 255	7 490		14 745	(165)	940	775	(389)	15 131	572	1	(37)	(36)	536	15 667
Affectation du résultat 2012		(389)		(389)				389							
Capitaux propres au 1er janvier 2013	7 255	7 101		14 356	(165)	940	775		15 131	572	1	(37)	(36)	536	15 667
Augmentation de capital										8				8	8
Variation des titres auto-détenus															
Dividendes versés au 1er semestre 2013										(15)				(15)	(15)
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires ⁽¹⁾															
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle										(1)				(1)	(1)
Mouvements liés aux paiements en actions															
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires										(8)				(8)	(8)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					(4)	(294)	(298)		(298)			1	1	1	(297)
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres des entreprises mises en équivalence						(8)	(8)		(8)						(8)
Résultat au 30 juin 2013								333	333	10				10	343
Autres variations															
Capitaux propres au 30 juin 2013	7 255	7 101		14 356	(169)	638	469	333	15 158	574	1	(36)	(35)	539	15 697

⁽¹⁾ Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle.

► TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Crédit Agricole CIB. Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans le portefeuille Actifs financiers disponibles à la vente sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

Les flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement **des activités abandonnées** sont présentés dans des rubriques distinctes dans le tableau de flux de trésorerie.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(en millions d'euros)	1er semestre 2013	1er semestre 2012 retraité	31.12.2012
Résultat avant impôts	429	738	(20)
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	55	59	136
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			483
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	189	190	357
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence	(69)	(80)	(164)
Résultat net des activités d'investissement	41	(12)	(89)
Résultat net des activités de financement	132	155	129
Autres mouvements	(400)	(636)	(341)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	(52)	(324)	511
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	4 899	(5 554)	(9 500)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	9 339	2 188	10 770
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(13 777)	(3 970)	10 763
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(3 634)	685	10 943
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence			7
Impôts versés	791	585	403
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(2 382)	(6 066)	23 386
Flux provenant des activités abandonnées	(190)	(163)	(146)
TOTAL Flux nets de trésorerie générés par l'activité OPERATIONNELLE (A)	(2 195)	(5 815)	23 731
Flux liés aux participations ⁽¹⁾	15	(184)	(157)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(50)	(47)	80
Flux provenant des activités abandonnées	92	(9)	(3)
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)	57	(240)	(80)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(7)	(11)	(11)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	(558)	(2 115)	(2 198)
Flux provenant des activités abandonnées	2	1	(1)
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)	(563)	(2 125)	(2 210)
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	(754)	327	(881)
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	(3 455)	(7 853)	20 560
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	51 810	31 250	31 250
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	36 445	21 783	21 783
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	15 365	9 467	9 467
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	48 355	23 397	51 810
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	44 764	17 519	36 445
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	3 591	5 878	15 365
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	(3 455)	(7 853)	20 560

* Composé du solde net des postes "caisses et banques centrales", hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées.

** Composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains et comptes et prêts au jour le jour sains" tel que détaillés en note 5.3 et des postes "comptes ordinaires créditeurs et comptes et emprunts au jour le jour" tel que détaillés en note 5.7 (hors intérêts courus).

⁽¹⁾ Flux liés aux participations :

Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2.1 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période".

Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés

➤ **Note 1 : Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés**

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de Crédit Agricole CIB au 30 juin 2013 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2012 établis, en application du règlement CE n° 1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « carve out »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ces normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2013 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice. Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Amendement de la norme IAS 1, relatif à la présentation des autres éléments du résultat global, nouvelle décomposition des autres capitaux	05 juin 2012 (UE n°475/2012)	1 ^{er} janvier 2013	Oui
Amendement de la norme IAS 19 relatif aux engagements de retraite (régimes à prestations définies)	05 juin 2012 (UE n°475/2012)	1 ^{er} janvier 2013	Oui
Norme IFRS 13 relative à l'évaluation de la juste valeur	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1 ^{er} janvier 2013	Oui
Amendement de la norme IAS 12 sur les impôts différés actifs/passifs en complément des dispositions de SIC 21	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1 ^{er} janvier 2013	Non
Interprétation d'IFRIC 20 sur les frais de déblaiement engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1 ^{er} janvier 2013	Non
Amendement d'IFRS 1 sur l'hyperinflation grave	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1 ^{er} janvier 2013	Non
Amendements d'IFRS 7 sur les informations à fournir au titre des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers	13 décembre 2012 (UE n° 1256/12)	1 ^{er} janvier 2013	Oui
Amendement de la norme IFRS 1 (prêts publics) Application prospective de la décote sur les prêts publics reçus à un taux inférieur au marché	04 mars 2013 (UE n°183/2013)	1 ^{er} janvier 2013	Non
Amendements portant sur les améliorations annuelles des IFRS, cycle 2009-2011 modifiant les normes suivantes : IFRS 1, IAS 1, IAS 16, IAS 32, IAS 34	27 mars 2013 (UE n°301/2013)	1 ^{er} janvier 2013	Oui

La norme IFRS 13 donne un cadre général à l'évaluation de la juste valeur, en s'appuyant sur une définition unique basée sur un prix de sortie et prévoit de nouvelles informations à communiquer en annexe sur les évaluations à la juste valeur.

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

La principale portée de cette norme est la prise en compte du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (Debit Value Adjustment ou DVA ou risque de crédit propre), selon une approche symétrique l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Value Adjustment ou CVA).

Concernant le CVA, CACIB a par ailleurs fait évoluer ses méthodes d'estimation du risque de contrepartie, en cohérence avec les principes d'IFRS 13, les modalités de gestion du risque et les pratiques de marché, pour maximiser le recours aux paramètres de marché observables lorsqu'ils sont jugés pertinents.

Au 01/01/2013, l'impact de la première application d'IFRS 13 au sein de Crédit Agricole CIB s'élève à : -46 millions d'euros en Produit net bancaire, (CVA = -296 millions d'euros/DVA = 250 millions d'euros).

L'application des autres dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et la situation nette de la période.

En effet :

- L'amendement de la norme IAS 1 prévoit, au sein des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, la distinction des éléments recyclables/non recyclables. La mise en œuvre de cet amendement se résume à un impact de présentation.
- L'amendement de la norme IAS 19 prévoit principalement l'obligation d'enregistrer les écarts actuariels, relatifs aux régimes à prestations définies, en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres. Cette méthode étant déjà appliquée par le Groupe (optionnelle dans la version actuelle d'IAS 19), les effets de cet amendement sont très limités et non significatifs (enregistrement en capitaux propres dans les comptes au 30 juin 2013).
- L'amendement d'IFRS 7 qui vise à réconcilier les règles de compensation US Gaap et IFRS prévoit que soient mentionnés les effets des accords de compensation sur les actifs et les passifs financiers. La traduction de cet amendement sera l'intégration d'une note complémentaire au niveau des notes annexes des états financiers au 31 décembre 2013.

Il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Norme IFRS 10 sur les états financiers consolidés	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Norme IFRS 11 sur les partenariats	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Norme IFRS 12 sur les informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Norme IAS 27 modifiée sur les états financiers individuels	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Non
Norme IAS 28 modifiée sur les participations dans des entreprises associées et des coentreprises	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Amendement d'IAS 32 sur la présentation des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers	13 décembre 2012 (UE n° 1256/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Amendements relatifs aux dispositions transitoires pour les normes IFRS 10 : Consolidation des états financiers, IFRS 11 : Partenariat et IFRS 12 : Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	04 avril 2013 (UE n°313/2013)	1 ^{er} janvier 2014	Oui

Crédit Agricole CIB n'attend pas d'effets significatifs de l'application de ces dispositions sur son résultat net et sa situation nette.

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

Les études d'impact concernant la mise en œuvre des normes IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 sont en cours. Par ailleurs, les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2013.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2012 de Crédit Agricole CIB et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de Crédit Agricole CIB sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs ainsi que les plans de stock-options, les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et détenus à maturité, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

► Note 2 : Informations significatives du semestre

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2013 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 10.

2.1 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

I – Cession du groupe CA Cheuvreux

Conformément à la stratégie du Groupe Crédit Agricole CIB de recentrage de ses activités, la cession de la totalité du capital de CA Cheuvreux à Kepler Capital Markets a été finalisée le 29 avril 2013.

En application d'IFRS 5, les actifs et les passifs de CA Cheuvreux et de ses filiales consolidées avaient été reclassés au bilan en actifs et passifs non courants destinés à être cédés dès le 30 septembre 2012. Le résultat net avait été présenté sur une ligne distincte du compte de résultat.

Conformément à la norme IFRS 5, la perte résultant de la mise à la juste valeur des actifs destinés à être cédés a été comptabilisée sur l'exercice 2012 à hauteur de -303 millions d'euros. Au premier semestre 2013, la finalisation de la cession génère un impact non significatif dans les comptes de Crédit Agricole CIB.

La norme IFRS 5 étant d'application rétrospective pour la présentation au compte de résultat des activités arrêtées ou en cours de cession, le compte de résultat du premier semestre 2012 a été retraité pour intégrer les effets du reclassement IFRS 5.

Pour rappel, au 31 décembre 2012, les comptes de CA Cheuvreux étaient classés en « actifs non courants destinés à être cédés » pour 1 135 millions d'euros et « dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés » pour 1 029 millions d'euros.

Dans le cadre de cette opération de cession, Crédit Agricole CIB a pris une participation dans le nouvel ensemble Kepler Cheuvreux à hauteur de 15%.

II – Portage de 50% des titres Monoprix

Dans le contexte du projet de rachat par Casino de 50% des titres Monoprix détenus par Galeries Lafayette, Crédit Agricole CIB a réalisé le portage des titres Monoprix dans l'attente de la décision de l'Autorité de la concurrence. Cette possibilité de portage, conforme au cadre réglementaire des procédures de contrôle des concentrations, a été actée dans le protocole transactionnel signé le 26 juillet 2012 entre Casino et Galeries Lafayette. Le 5 avril 2013, Casino a utilisé sa faculté de faire porter la participation de 50% des titres Monoprix par une filiale à 100% de Crédit Agricole CIB, Investeur 103. Ce portage, d'une durée maximum d'un an, est maintenu le temps nécessaire à l'examen du dossier par l'Autorité de la concurrence et au rendu de ses conclusions. A cette occasion, Crédit Agricole CIB a conclu un engagement ferme de livrer Investeur 103 à Casino.

Les caractéristiques de l'opération de portage conduisent Crédit Agricole CIB à ne pas consolider Investeur 103, du fait de l'absence d'exposition directe au rendement des titres Monoprix puisque les titres Investeur 103 seront vendus à prix fixe à Casino. De plus, étant donné l'engagement ferme de livrer Investeur 103 à Casino, les titres Investeur 103 sont présentés conformément à IFRS 5 sur une ligne distincte à l'actif, dans les comptes de Crédit Agricole CIB.

L'acquisition de la participation de 50% de Monoprix par Investeur 103, a été financée par Casino qui a prépayé l'acquisition des titres Monoprix par une vente à terme de 1 175 millions d'euros prépayés par Casino à Crédit Agricole CIB. Afin de faciliter la lisibilité de l'ensemble de l'opération, Crédit Agricole CIB comptabilise cette vente à terme prépayée sur une ligne distincte du bilan « dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ». Le dénouement de l'opération sera réalisé par livraison à 100% d'Investeur 103 à Casino, ce qui entraînera l'extinction du passif associé.

Le 10 juillet 2013, l'Autorité de la concurrence a autorisé, sous réserve d'engagements, la prise de contrôle exclusif de Monoprix par Casino.

III - Traitement des émissions structurées de Crédit Agricole CIB

Les émissions structurées émises par Crédit Agricole CIB, classées en Passifs financiers détenus à des fins de transaction, font l'objet d'un reclassement en Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

L'intention de gestion associée à ces émissions n'est pas le rachat à court terme pour générer des profits sur des variations de prix dans le cadre d'une activité de transaction.

Cette correction d'affectation comptable au sens d'IAS 8 (en application de l'option permise par IAS 39) permet de refléter l'intention d'opter pour une évaluation en juste valeur par résultat de ces émissions structurées. En effet, celles-ci sont couvertes par des instruments financiers gérés au sein des portefeuilles de transaction et l'évaluation des émissions structurées en juste valeur par résultat permet d'aligner le traitement de l'ensemble des transactions liées.

Cette correction d'affectation, qui porte sur un montant de 32 661 millions d'euros au 1er janvier 2013, n'a d'impact ni sur les résultats, ni sur la présentation du bilan consolidé. En outre, conformément aux exigences d'IFRS 7 applicables aux passifs évalués en juste valeur par résultat sur option, le Groupe a toujours communiqué l'effet du risque de crédit propre sur la réévaluation de ces émissions.

Conformément à la norme IAS 39, le Groupe valorise ses émissions structurées comptabilisées à la juste valeur en prenant comme référence le spread émetteur que les intervenants spécialisés acceptent de recevoir pour acquérir de nouvelles émissions du Groupe. L'évolution de spread émetteur sur les émissions structurées émises par Crédit Agricole CIB, évaluées sur la base de la dernière grille d'émission en vigueur en fin de période, a généré :

- au 30 juin 2013 : une charge de -393 millions d'euros en Produit net bancaire et une perte de -258 millions d'euros en Résultat net part du Groupe,
- au 31 décembre 2012 : une charge de -933 millions d'euros en Produit net bancaire et une perte de -612 millions d'euros en Résultat net part du Groupe,
- au 30 juin 2012 : un produit de 225 millions d'euros en Produit net bancaire et un produit de 148 millions d'euros en Résultat net part du Groupe.

Afin d'assurer une cohérence entre l'information sectorielle du Groupe et les données internes de gestion qui permettent d'évaluer la performance de chaque métier du Groupe, et conformément à la politique du groupe Crédit Agricole SA, l'impact de l'évolution du spread émetteur des émissions de Crédit Agricole CIB fait l'objet, à compter du 1^{er} janvier 2013, d'un reclassement en Activité Hors Métiers au lieu de Banque de Financement et d'Investissement.

Le stock de résultat latent (perte latente) lié à la revalorisation des émissions structurées de Crédit Agricole CIB au 30 juin 2013 s'élève à 316 millions d'euros.

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

2.2 Ecarts d'acquisition

en millions d'euros	31.12.2012 BRUT	31.12.2012 NET	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Pertes de valeur de la période	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2013 BRUT	30.06.2013 NET
Banque de financement et d'investissement (hors courtiers)	644	474						644	474
Courtiers, autres	662							662	
Banque privée	484	484				(5)		479	479
TOTAL	1 790	958				(5)		1 785	953

Dans le cadre de l'arrêté des comptes semestriels, conformément aux principes du Groupe, compte tenu de l'absence d'indices objectifs de perte de valeur, les écarts d'acquisition n'ont fait l'objet d'aucune dépréciation complémentaire au 30 juin 2013.

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

2.3 Parties liées

Les parties liées au groupe Crédit Agricole CIB sont les sociétés du groupe Crédit Agricole S.A, les sociétés du groupe Crédit Agricole CIB intégrées globalement, en intégration proportionnelle ou mises en équivalence, ainsi que les principaux dirigeants du groupe.

Relations avec le groupe Crédit Agricole S.A.

Les encours de bilan et hors bilan restituant les opérations réalisées entre le groupe Crédit Agricole CIB et le reste du groupe Crédit Agricole S.A. sont résumés dans le tableau ci-après :

Encours en millions d'euros	30.06.2013
ACTIF	
Comptes et prêts	10 871
Instruments dérivés de transaction	33 170
PASSIF	
Comptes et emprunts	17 993
Instruments dérivés de transaction	29 944
Dettes subordonnées	5 338
Actions de préférence	420
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	
Autres garanties données	1 116
Contre-garanties reçues	448
Autres garanties reçues	3 379

Les encours de comptes et prêts traduisent les relations de trésorerie existant entre Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A.

L'encours des instruments dérivés de transaction est pour l'essentiel représentatif des opérations de couverture de risque de taux du groupe Crédit Agricole pour lesquelles Crédit Agricole CIB assure la relation avec le marché.

L'information relative aux actions de préférence figure en note 5.11.

Relations entre les sociétés consolidées du groupe Crédit Agricole CIB

La liste des sociétés consolidées du groupe Crédit Agricole CIB est présentée en note 10.

Les transactions réalisées entre deux entités intégrées globalement sont totalement éliminées.

Les encours existants en fin de période entre les sociétés consolidées par intégration globale et les sociétés consolidées par intégration proportionnelle, ne sont éliminés qu'à hauteur de la part des tiers associés au groupe. Le solde non éliminé affecte les comptes consolidés de Crédit Agricole CIB. Au 30 juin 2013, les encours avec UBAF et Newedge non éliminés au bilan sont de :

- Prêts et créances sur les établissements de crédit :	455 millions d'euros
- Dettes envers les établissements de crédit :	430 millions d'euros
- Titres donnés en pension livrée :	135 millions d'euros

Les encours existants en fin de période entre les sociétés consolidées par intégration globale et les sociétés consolidées par mise en équivalence ne sont pas éliminés dans les comptes du groupe.

Au 30 juin 2013, les encours déclarés par CACIB PARIS avec son partenaire BSF (Banque Saudi Fransi) non éliminés au bilan et Hors Bilan sont de :

- Instruments dérivés de transaction à l'actif :	124 millions d'euros
- Instruments dérivés de transaction au passif :	125 millions d'euros
- Autres garanties reçues :	105 millions d'euros

2.4 Participations dans les coentreprises

Liste et description des participations dans les coentreprises

Au 30 juin 2013, les principales participations dans les coentreprises sont les suivantes :

- Newedge, consolidée à 50%, dont la contribution s'élève à 22 900 millions d'euros au bilan consolidé, à 846 millions d'euros en charges et à 849 millions d'euros en produits ;
- UBAF, consolidée à 47,01%, dont la contribution s'élève à 767 millions d'euros au bilan consolidé, à 51 millions d'euros en charges et à 55 millions d'euros en produits.

Engagements au titre des participations dans les coentreprises

Au 30 juin 2013, il n'y a pas d'engagement significatif au titre des participations dans les coentreprises.

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

► Note 3 : Notes relatives au compte de résultat

Afin d'assurer la comparabilité des comptes, en application d'IFRS 5, les contributions au 30 juin 2012 des comptes de CA Cheuvreux et CLSA dans le compte de résultat du groupe Crédit Agricole CIB ont été reclassées en Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession.

3.1 Produits et Charges d'intérêts

en millions d'euros	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012 retraité
Sur opérations avec les établissements de crédit	305	722	532
Sur opérations avec la clientèle	1 786	4 015	2 061
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	191	365	197
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	142	495	220
Sur opérations de location-financement		21	20
Produits d'intérêts ⁽¹⁾	2 424	5 618	3 030
Sur opérations avec les établissements de crédit	(336)	(878)	(550)
Sur opérations avec la clientèle	(357)	(964)	(524)
Sur dettes représentées par un titre	(394)	(386)	(395)
Sur dettes subordonnées	(132)	(130)	(155)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(182)	(593)	(326)
Sur opérations de location-financement		(15)	(15)
Charges d'intérêts	(1 401)	(2 966)	(1 965)

⁽¹⁾ Dont 54 millions d'euros sur créances dépréciées individuellement au 30 juin 2013 contre 69 millions d'euros au 31 décembre 2012 et 2 millions d'euros au 30 juin 2012.

3.2 Commissions nettes

en millions d'euros	30.06.2013			31.12.2012			30.06.2012 retraité		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	16	(23)	(7)	77	(75)	2	21	(9)	12
Sur opérations avec la clientèle	199	(34)	165	353	(75)	278	158	(47)	111
Sur opérations sur titres (y compris courtage)	165	(115)	50	280	(205)	75	140	(116)	24
Sur opérations de change	5	(6)	(1)	11	(10)	1	6	(6)	
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan (y compris courtage)	474	(303)	171	896	(593)	303	691	(537)	154
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	202	(88)	114	338	(159)	179	179	(83)	96
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	139	(10)	129	264	(10)	254	127	8	135
Produits nets des commissions	1 200	(579)	621	2 219	(1 127)	1 092	1 322	(790)	532

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

3.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

en millions d'euros	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012 retraité
Dividendes reçus	127	189	126
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature ⁽¹⁾	(481)	(102)	368
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option ⁽¹⁾	(375)		1
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	1 234	210	536
Résultat de la comptabilité de couverture	(1)	(1)	(2)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	504	296	1 029

⁽¹⁾ Suite au reclassement des émissions structurées, de la rubrique "Passifs financiers détenus à des fins de transaction" vers la rubrique "Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option" (cf. note 2.1 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période), l'impact en Produit net bancaire sur la période (-375 millions d'euros au 30 juin 2013) est désormais enregistré en plus ou moins-values latentes sur passifs à la juste valeur par résultat sur option.

En particulier, l'impact au titre du spread émetteur, reclassé dans cette même rubrique, s'élève à -393 millions d'euros au 30 juin 2013. Au 31 décembre 2012 et au 30 juin 2012, l'impact de -933 millions d'euros et de +225 millions d'euros était comptabilisé en plus ou moins-values latentes sur passifs à la juste valeur par résultat par nature.

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

en millions d'euros	30.06.2013		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur			
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	383	(338)	45
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	336	(382)	(46)
Couvertures de flux de trésorerie			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers			
Variations de juste valeur des éléments couverts	18	(11)	7
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	11	(18)	(7)
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt			
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			
Total Résultat de la comptabilité de couverture	748	(749)	(1)

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

en millions d'euros

31.12.2012

	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur			
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	277	(184)	93
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	186	(280)	(94)
Couvertures de flux de trésorerie			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers			
Variations de juste valeur des éléments couverts		(77)	(77)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	77		77
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt			
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			
Total Résultat de la comptabilité de couverture	540	(541)	(1)

en millions d'euros

30.06.2012 retraité

	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur			
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	199	(137)	62
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	137	(201)	(64)
Couvertures de flux de trésorerie			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers			
Variations de juste valeur des éléments couverts	12	(9)	3
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	9	(12)	(3)
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt			
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			
Total Résultat de la comptabilité de couverture	357	(359)	(2)

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

3.4 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

en millions d'euros	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012 retraité
Dividendes reçus	13	51	28
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente ⁽¹⁾	38	213	45
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	(50)	(69)	(23)
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur prêts et créances	(4)	(172)	(114)
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	(3)	23	(64)

⁽¹⁾ Hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 3.8 Coût du risque.

3.5 Produits et charges nets des autres activités

en millions d'euros	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012 retraité
Autres produits nets de l'activité d'assurance		3	3
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance	(1)	(4)	(3)
Autres produits (charges) nets	4	(1)	(15)
Produits (charges) des autres activités	3	(2)	(15)

3.6 Charges générales d'exploitation

en millions d'euros	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012 retraité
Charges de personnel	(997)	(2 085)	(1 098)
Impôts et taxes	(58)	(120)	(50)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(461)	(998)	(485)
Charges générales d'exploitation	(1 516)	(3 203)	(1 633)

Détail des charges de personnel

en millions d'euros	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012 retraité
Salaires et traitements ⁽¹⁾	(747)	(1 559)	(828)
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	(42)	(98)	(53)
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	(8)	(17)	(9)
Autres charges sociales	(165)	(340)	(179)
Intéressement et participation	(16)	(25)	(9)
Impôts et taxes sur rémunération	(19)	(46)	(20)
Total Charges de personnel	(997)	(2 085)	(1 098)

⁽¹⁾ Dont charges relatives aux paiements à base d'actions pour 29,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 contre 70,1 millions d'euros au 31 décembre 2012 et 40,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012.

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

3.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

en millions d'euros	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012 retraité
Dotations aux amortissements	(56)	(127)	(59)
- immobilisations corporelles	(34)	(86)	(40)
- immobilisations incorporelles	(22)	(41)	(19)
Dotations aux dépréciations	1	(9)	
- immobilisations corporelles	1	(9)	
- immobilisations incorporelles			
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(55)	(136)	(59)

3.8 Coût du risque

en millions d'euros	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012 retraité
Dotations aux provisions et aux dépréciations	(236)	(618)	(208)
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	(9)	(21)	(6)
Prêts et créances	(194)	(409)	(171)
Autres actifs	(5)	(6)	(2)
Engagements par signature	(2)	(10)	(7)
Risques et charges	(26)	(172)	(22)
Reprises de provisions et de dépréciations	114	559	361
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	3	41	41
Prêts et créances	85 ⁽¹⁾	456	315
Autres actifs	1	2	
Engagements par signature	12	11	1
Risques et charges	13	49	4
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	(122)	(59)	153
Plus ou moins-values de cession réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés		(34)	(34)
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(84) ⁽²⁾	(399)	(353)
Récupérations sur prêts et créances amortis	5	46	27
Pertes sur engagements par signature			
Autres pertes	(19)	(21)	(6)
Coût du risque	(220)	(467)	(213)

⁽¹⁾ Les reprises de provisions et de dépréciations sur prêts et créances comprennent la reprise de dépréciations collectives constatées sur les portefeuilles de CDO et RMBS pour +45 millions d'euros.

⁽²⁾ Les pertes sur prêts et créances comprennent les moins-values de cession de CDO et RMBS pour -57 millions d'euros.

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

3.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs

en millions d'euros	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012 retraité
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	(1)	8	1
Plus-values de cession		9	1
Moins-values de cession	(1)	(1)	
Titres de capitaux propres consolidés	4	36	15
Plus-values de cession	5	36	16
Moins-values de cession	(1)		(1)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	44	16

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

3.10 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période.

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

en millions d'euros	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012 retraité
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables			
Gains et pertes sur écarts de conversion	(44)	(52)	105
Ecart de réévaluation de la période			
Transfert en résultat			
Autres reclassifications	(44)	(52)	105
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	(54)	67	78
Ecart de réévaluation de la période	(71)	192	96
Transfert en résultat	21	(127)	(19)
Autres reclassifications	(4)	2	1
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	(306)	198	97
Ecart de réévaluation de la période	(334)	220	113
Transfert en résultat			
Autres reclassifications	28	(22)	(16)
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés	(16)	3	(15)
Ecart de réévaluation de la période	(1)	(1)	3
Transfert en résultat	(5)	3	1
Autres reclassifications	(10)	1	(19)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence	(8)	(20)	54
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entités mises en équivalence	127	(77)	(69)
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur entités mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	(301)	119	250
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables			
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(6)	(130)	(70)
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur entités mises en équivalence			
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entités mises en équivalence	2	43	20
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur entités mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	(4)	(87)	(50)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	(305)	32	200
Dont part du groupe	(306)	38	188
Dont participations ne donnant pas le contrôle	1	(6)	12

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

Détail des effets d'impôt relatif aux gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

en millions d'euros	30.06.2013				Variation				31.12.2012			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion	126		126	164	(44)		(44)	(48)	170		170	212
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	185	(17)	168	165	(54)	12	(42)	(42)	239	(29)	210	207
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	509	(188)	321	318	(306)	113	(193)	(191)	815	(301)	514	509
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés	(66)		(66)	(62)	(16)	2	(14)	(13)	(50)	(2)	(52)	(49)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence	754	(205)	549	585	(420)	127	(293)	(294)	1 174	(332)	842	879
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, des entités mises en équivalence	54		54	54	(8)		(8)	(8)	62		62	62
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	808	(205)	603	639	(428)	127	(301)	(302)	1 236	(332)	904	941
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(245)	76	(169)	(170)	(6)	2	(4)	(4)	(239)	74	(165)	(166)
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, des entités mises en équivalence												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	(245)	76	(169)	(170)	(6)	2	(4)	(4)	(239)	74	(165)	(166)
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres	563	(129)	434	469	(434)	129	(305)	(306)	997	(258)	739	775

en millions d'euros	30.06.2012 retraité				Variation				31.12.2011			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion	328	0	328	351	105		105	94	223		223	257
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	249	(55)	194	191	78	(27)	51	48	171	(28)	143	143
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	714	(267)	447	443	97	(40)	57	58	617	(227)	390	385
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés	(69)	(2)	(71)	(68)	(15)	(2)	(17)	(16)	(54)		(54)	(52)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence	1 222	(324)	898	917	265	(69)	196	184	957	(255)	702	733
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, des entités mises en équivalence	136		136	136	54		54	54	82		82	82
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	1 358	(324)	1 034	1 053	319	(69)	250	238	1 039	(255)	784	815
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(178)	51	(127)	(128)	(70)	20	(50)	(50)	(108)	31	(77)	(78)
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, des entités mises en équivalence												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	(178)	51	(127)	(128)	(70)	20	(50)	(50)	(108)	31	(77)	(78)
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 180	(273)	907	925	249	(49)	200	188	931	(224)	707	737

➤ Note 4 : Informations sectorielles

Définition des secteurs d'activité

La définition des métiers de Crédit Agricole CIB est conforme à la nomenclature en usage au sein du groupe Crédit Agricole S.A.

Présentation des pôles métiers

Le portefeuille d'activités s'articule autour de cinq pôles.

La banque de financement comprend les métiers de banque commerciale en France et à l'international et de financements structurés : financements de projets, financements aéronautiques, financements maritimes, financements d'acquisition, financements immobiliers, commerce international.

La banque de marchés et d'investissement réunit les activités de marchés de capitaux (trésorerie, change, dérivés de taux et marchés de la dette), celles de banque d'investissement (conseil en fusions & acquisitions et primaire actions) ainsi que les activités de courtage sur actions réalisées par CA Cheuvreux et CLSA et sur futures par Newedge.

Suite à la mise en place au troisième trimestre 2012 de la nouvelle organisation de Crédit Agricole CIB liée au plan d'adaptation, les activités en extinction regroupent désormais les activités de corrélation, les portefeuilles de CDO, CLO, ABS, les dérivés actions hors corporates et convertibles, les dérivés exotiques de taux et les portefeuilles dépréciés à sous-jacents résidentiels immobiliers.

Ces trois pôles constituent la quasi-totalité du pôle Banque de Financement et d'Investissement de Crédit Agricole S.A.

Crédit Agricole CIB est également présent dans le domaine de la banque privée au travers de ses implantations en France, en Suisse, au Luxembourg, à Monaco, en Espagne et au Brésil.

Les Activités hors métiers reprennent les éléments non opérationnels des métiers précédents, ainsi que l'impact de l'évolution du spread émetteur des émissions structurées de Crédit Agricole CIB depuis le 1^{er} janvier 2013 alors qu'il était précédemment présenté dans la Banque de marchés et d'investissement.

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont conclues à des conditions de marché.

en millions d'euros	30.06.2013						
	Banque de Financement	Banque de Marchés et d'Investissement	Activités en extinction	Total Banque de Financement et d'Investissement	Banque Privée	Activités hors métiers	Total
Produit net bancaire	1 019	1 047 ⁽¹⁾	103	2 169	372	(393) ⁽¹⁾	2 148
Charges d'exploitation	(441)	(776)	(86)	(1 303)	(268)		(1 571)
Résultat brut d'exploitation	578	271	17	866	104	(393)	577
Coût du risque	(171)	(16)	(29)	(216)	(4)		(220)
Résultat d'exploitation	407	255	(12)	650	100	(393)	357
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	69			69			69
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3			3			3
Variations de valeur des écarts d'acquisition							
Résultat avant impôt	479	255	(12)	722	100	(393)	429
Impôts sur les bénéfices	(119)	(75)	4	(190)	(19)	127	(82)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées		(4)		(4)			(4)
Résultat net de l'exercice	360	176 ⁽¹⁾	(8)	528	81	(266) ⁽¹⁾	343
Participations ne donnant pas le contrôle	(5)	(1)	3	(3)	(7)		(10)
Résultat net part du Groupe	355	175	(5)	525	74	(266)	333

⁽¹⁾ Le spread émetteur a été reclassé de Banque de marchés et d'investissement vers Activités hors métiers, soit un impact en Produit net bancaire de -393 millions d'euros et en Résultat net de -258 millions d'euros.

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

en millions d'euros	31.12.2012 retraité						
	Banque de Financement	Banque de Marchés et d'Investissement	Activités en extinction	Total Banque de Financement et d'Investissement	Banque Privée	Activités hors métiers	Total
Produit net bancaire	2 111	⁽²⁾ 2 211	(201)	4 121	712	⁽²⁾ (772)	4 061
Charges d'exploitation	(936)	(1 600)	(294)	(2 830)	(508)	(1)	(3 339)
Résultat brut d'exploitation	1 175	611	(495)	1 291	204	(773)	722
Coût du risque	(284)	1	(176)	(459)	(8)		(467)
Résultat d'exploitation	891	612	(671)	832	196	(773)	255
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	164			164			164
Gains ou pertes nets sur autres actifs	26	11	2	39		5	44
Variations de valeur des écarts d'acquisition		(483)		(483)			(483)
Résultat avant impôt	1 081	140	(669)	552	196	(768)	(20)
Impôts sur les bénéfices	(298)	(135)	240	(193)	(37)	253	23
Gains ou pertes nets des activités arrêtées		(381)		(381)			(381)
Résultat net de l'exercice	783	⁽²⁾ (376)	(429)	(22)	159	⁽²⁾ (515)	(378)
Participations ne donnant pas le contrôle	(11)	(6)	18	1	(12)		(11)
Résultat net part du Groupe	772	(382)	(411)	(21)	147	(515)	(389)

⁽²⁾ Le spread émetteur a été reclassé de Banque de marchés et d'investissement vers Activités hors métiers, soit un impact en Produit net bancaire de -933 millions d'euros et en Résultat net de -612 millions d'euros.

en millions d'euros	30.06.2012 retraité						
	Banque de Financement	Banque de Marchés et d'Investissement	Activités en extinction	Total Banque de Financement et d'Investissement	Banque Privée	Activités hors métiers	Total
Produit net bancaire	1 115	⁽³⁾ 1 157	(296)	1 976	346	⁽³⁾ 225	2 547
Charges d'exploitation	(460)	(812)	(158)	(1 430)	(261)	(1)	(1 692)
Résultat brut d'exploitation	655	345	(454)	546	85	224	855
Coût du risque	(111)	(4)	(94)	(209)	(4)		(213)
Résultat d'exploitation	544	341	(548)	337	81	224	642
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	80			80			80
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	11		12		4	16
Variations de valeur des écarts d'acquisition							
Résultat avant impôt	625	352	(548)	429	81	228	738
Impôts sur les bénéfices	(179)	(100)	191	(88)	(15)	(81)	(184)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées		(172)		(172)			(172)
Résultat net de l'exercice	446	⁽³⁾ 80	(357)	169	66	⁽³⁾ 147	382
Participations ne donnant pas le contrôle	(5)	(3)	20	12	(5)		7
Résultat net part du Groupe	441	77	(337)	181	61	147	389

⁽³⁾ Le spread émetteur a été reclassé de Banque de marchés et d'investissement vers Activités hors métiers, soit un impact en Produit net bancaire de +225 millions d'euros et en Résultat net de +147 millions d'euros.

► Note 5 : Notes relatives au bilan

5.1 Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Les émissions structurées, classées au 31 décembre 2012 dans la catégorie comptable Passifs financiers à la juste valeur par nature, ont été reclassées dans la catégorie Passifs à la juste valeur sur option pour un montant de 32 661 millions d'euros au 1^{er} janvier 2013.

Ces émissions s'élevaient à 32 010 millions d'euros au 30 juin 2013.

Les écarts de réévaluation liés au risque de crédit émetteur du groupe sont évalués à l'aide de modèles qui reflètent les conditions de refinancement du Groupe. Ils tiennent également compte de la durée résiduelle des passifs concernés. La revalorisation du stock d'émissions structurées repose sur l'utilisation des spreads d'émission en vigueur à la date d'arrêté comptable.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

en millions d'euros	30.06.2013	31.12.2012
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	512 903	583 492
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	5	5
Valeur au bilan	512 908	583 497
Dont titres prêtés	668	435

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

en millions d'euros	30.06.2013	31.12.2012
Créances sur la clientèle ⁽¹⁾	103	253
Titres reçus en pension livrée	107 184	83 978
Titres détenus à des fins de transaction	53 422	47 567
- Effets publics et valeurs assimilées	40 278	34 090
- Obligations et autres titres à revenu fixe ⁽²⁾	9 732	9 134
- Actions et autres titres à revenu variable ⁽³⁾	3 412	4 343
Instrumentés dérivés	352 194	451 694
Valeur au bilan	512 903	583 492

⁽¹⁾ Dont crédits en cours de syndication.

⁽²⁾ Y compris les OPCVM monétaires et obligataires.

⁽³⁾ Y compris les OPCVM actions.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

en millions d'euros	30.06.2013	31.12.2012
Titres à la juste valeur par résultat sur option	5	5
- Obligations et autres titres à revenu fixe ⁽¹⁾	5	5
Valeur au bilan	5	5

⁽¹⁾ Y compris les OPCVM monétaires et obligataires.

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

en millions d'euros	30.06.2013	31.12.2012
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	492 445	609 429
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	32 010	
Valeur au bilan	524 455	609 429

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

en millions d'euros	30.06.2013	31.12.2012
Titres vendus à découvert	33 097	32 504
Titres donnés en pension livrée	103 742	90 991
Dettes représentées par un titre		32 661
Instruments dérivés	355 606	453 273
Valeur au bilan	492 445	609 429

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

en millions d'euros	30.06.2013		31.12.2012	
	Juste valeur au bilan	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Juste valeur au bilan	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance
Titres de dette	32 010	924		
Total Passifs financiers à la juste valeur sur option	32 010	924		

5.2 Actifs financiers disponibles à la vente

en millions d'euros	30.06.2013			31.12.2012		
	Valeur comptable	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres	Valeur comptable	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres
Effets publics et valeurs assimilées	14 612	23	3	18 924	92	3
Obligations et autres titres à revenu fixe	10 512	56	90	10 049	147	214
Actions et autres titres à revenu variable	410	130	7	383	113	6
Titres de participation non consolidés	636	103	27	705	119	9
Créances disponibles à la vente				23		
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente ⁽¹⁾	26 170	312	127	30 084	471	232
Impôts		(49)	(32)		(105)	(75)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'impôt)		263	95		366	157

(1) dont AFS à revenu fixe dépréciés = 138 millions d'euros
 AFS à revenu variable dépréciés = 639 millions d'euros
 Aucune garantie reçue sur encours dépréciés
 Aucun impayé significatif < 90 jours
 539 millions d'euros comptabilisés au titre de la dépréciation durable sur titres et créances au 30 juin 2013.

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

5.3 Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

en millions d'euros	30.06.2013	31.12.2012
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	32 214	40 092
<i>dont comptes ordinaires débiteurs sains</i>	5 639	6 769
<i>dont comptes et prêts au jour le jour sains</i>	8 086	17 271
Titres reçus en pension livrée	25 004	25 626
Prêts subordonnés	43	45
Titres non cotés sur un marché actif	19	320
Autres prêts et créances	50	66
Valeur brute	57 330	66 149
Dépréciations	(548)	(553)
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	56 782	65 596

Prêts et créances sur la clientèle

en millions d'euros	30.06.2013	31.12.2012
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	10 367	11 081
Autres concours à la clientèle	87 342	89 378
Titres reçus en pension livrée	4 939	14 535
Prêts subordonnés	136	204
Titres non cotés sur un marché actif	4 500	5 188
Avances en comptes courants d'associés	64	68
Comptes ordinaires débiteurs	7 502	5 548
Valeur brute	114 850	126 002
Dépréciations	(3 563)	(3 495)
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	111 287	122 507
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier	1	1
Valeur brute	1	1
Dépréciations		
Valeur nette des opérations de location financement	1	1
Valeur au bilan	111 288	122 508

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique

(en millions d'euros)	30.06.2013				Total
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	
Administrations centrales	2 451	44	(43)	(30)	2 378
Etablissements de crédit	49 261	808	(548)		48 713
Banques Centrales	8 070				8 070
Institutions non établissements de crédit	13 356	891	(520)	(331)	12 505
Grandes entreprises	93 309	2 463	(1 410)	(1 172)	90 727
Clientèle de détail	5 734	619	(54)	(3)	5 677
Total - Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle *	172 181	4 825	(2 575)	(1 536)	168 070

* dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 941 millions d'euros.

(en millions d'euros)	31.12.2012				Total
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	
Administrations centrales	2 748	52	(51)	(28)	2 669
Etablissements de crédit	50 154	644	(553)		49 601
Banques Centrales	15 994				15 994
Institutions non établissements de crédit	22 487	556	(351)	(570)	21 566
Grandes entreprises	94 914	2 760	(1 462)	(979)	92 473
Clientèle de détail	5 855	643	(54)		5 801
Total - Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle *	192 152	4 655	(2 471)	(1 577)	188 104

* dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 923 millions d'euros.

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

5.4 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 30 juin 2013

Nature des actifs transférés	Actifs transférés non comptabilisés intégralement									
	Actifs transférés					Passifs associés				
	Valeur comptable	Dont titrisation (non déconsolidante)	Dont pensions livrées	Autres	Juste valeur	Valeur comptable	Dont titrisation (non déconsolidante)	Dont pensions livrées	Autres	Juste valeur
en millions d'euros										
Détenus à des fins de transaction	26 444		26 444		26 444	24 535		24 535		24 535
Instruments de capitaux propres	2		2		2	2		2		2
Titres de dette	26 442		26 442		26 442	24 533		24 533		24 533
Prêts et avances										
Désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat										
Instruments de capitaux propres										
Titres de dette										
Prêts et avances										
Disponibles à la vente	2 860		2 860		2 860	2 969		2 969		2 969
Instruments de capitaux propres										
Titres de dette	2 860		2 860		2 860	2 969		2 969		2 969
Prêts et avances										
Prêts et créances	735	241	494		735	598		598		598
Titres de dette	494		494		494	357		357		357
Prêts et avances	241	241			241	241		241		241
Détenus jusqu'à l'échéance										
Titres de dette										
Prêts et avances										
Total des actifs transférés	30 039	241	29 798		30 039	28 102		28 102		28 102

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2012

Nature des actifs transférés	Actifs transférés non comptabilisés intégralement									
	Actifs transférés					Passifs associés				
	Valeur comptable	Dont titrisation (non déconsolidante)	Dont pensions livrées	Autres	Juste valeur	Valeur comptable	Dont titrisation (non déconsolidante)	Dont pensions livrées	Autres	Juste valeur
en millions d'euros										
Détenus à des fins de transaction	24 546		24 503	43	24 546	24 546		24 503	43	24 546
Instruments de capitaux propres	1 189		1 146	43	1 189	1 189		1 146	43	1 189
Titres de dette	23 357		23 357		23 357	23 357		23 357		23 357
Prêts et avances										
Désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat										
Instruments de capitaux propres										
Titres de dette										
Prêts et avances										
Disponibles à la vente	48		48		48	48		48		48
Instruments de capitaux propres	48		48		48	48		48		48
Titres de dette										
Prêts et avances										
Prêts et créances	240	240			240	240		240		240
Titres de dette										
Prêts et avances	240	240			240	240		240		240
Détenus jusqu'à l'échéance										
Titres de dette										
Prêts et avances										
Total des actifs transférés	24 834	240	24 551	43	24 834	24 834		24 791	43	24 834

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

5.5 Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

en millions d'euros	31.12.2012	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Transferts en actifs non courants à être cédés	Autres mouvements	30.06.2013
Créances sur les établissements de crédit	553		2	(11)	4			548
Créances sur la clientèle	3 495	(12)	248	(165)	(5)		2	3 563
<i>dont dépréciations collectives</i>	1 577			(38)	(3)			1 536
Actifs disponibles à la vente	533	18	59	(65)	(5)			540
Autres actifs financiers	26		5	(1)				30
Total Dépréciations des actifs financiers	4 607	6	314	(242)	(6)		2	4 681

en millions d'euros	31.12.2011	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Transferts en actifs non courants à être cédés	Autres mouvements	31.12.2012
Créances sur les établissements de crédit	564		10	(10)	(11)			553
Créances sur la clientèle	4 023	(17)	568	(1 060)	(44)		25	3 495
<i>dont dépréciations collectives</i>	2 290			(694)	(19)			1 577
Actifs disponibles à la vente	511		90	(60)	(1)	(8)	1	533
Autres actifs financiers	29		5	(10)	(2)	(1)	5	26
Total Dépréciations des actifs financiers	5 127	(17)	673	(1 140)	(58)	(9)	31	4 607

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

5.6 Exposition au risque souverain et non souverain sur les pays européens sous surveillance

Compte-tenu du contexte économique confirmant les difficultés de certains pays de la zone euro à maîtriser leurs finances publiques, l'exposition de Crédit Agricole CIB sur certains pays européens est présentée ci-après :

Expositions au risque souverain sur la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, Chypre et la Hongrie

Les expositions au risque souverain sur Chypre et la Hongrie sont non significatives au 31 décembre 2012 et au 30 juin 2013.

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'Etat, hors collectivités locales. L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) et brute et nette de couverture.

Activité bancaire

en millions d'euros	30.06.2013						
	Expositions Activité bancaire nettes de dépréciations				Total Activité Banque Brut de couvertures	Couvertures Actifs financiers disponibles à la vente	Total Activité Banque Net de couvertures
	Dont portefeuille bancaire			Dont portefeuille de négociation (hors dérivés)			
	Actifs à la juste valeur par résultat	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et Créances ⁽¹⁾				
Grèce <i>dont échéance antérieure à 2020</i>							
Irlande		91			91		91
Portugal		147		92	239	(1)	238
Italie			165	224	389		389
Espagne				156	156		156
Total		238	165	472	875	(1)	874

⁽¹⁾ Hors créances d'impôts différés

en millions d'euros	31.12.2012						
	Expositions Activité bancaire nettes de dépréciations				Total Activité Banque Brut de couvertures	Couvertures Actifs financiers disponibles à la vente	Total Activité Banque Net de couvertures
	Dont portefeuille bancaire			Dont portefeuille de négociation (hors dérivés)			
	Actifs à la juste valeur par résultat	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et Créances ⁽¹⁾				
Grèce <i>Dont échéance antérieure à 2020</i>							0
Irlande		96			96		96
Portugal		146		27	173		173
Italie			169	47	216		216
Espagne				61	61		61
Total		242	169	135	546		546

⁽¹⁾ Hors créances d'impôts différés

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

Dettes souveraines brutes de couverture activité banque (portefeuille bancaire) - Maturité

en millions d'euros	Maturité résiduelle	Expositions brutes	
		30.06.2013	31.12.2012
Grèce	Avant 2020		
	Après 2020		
	Total Grèce		
Irlande	Un an	91	
	Deux ans		96
	Trois ans		
	Cinq ans		
	Dix ans		
	Dix ans et plus		
	Total Irlande	91	96
Portugal	Un an	147	
	Deux ans		146
	Trois ans		
	Cinq ans		
	Dix ans		
	Dix ans et plus		
	Total Portugal	147	146
Italie	Un an	165	
	Deux ans		169
	Trois ans		
	Cinq ans		
	Dix ans		
	Dix ans et plus		
	Total Italie	165	169
Espagne	Un an		
	Deux ans		
	Trois ans		
	Cinq ans		
	Dix ans		
	Dix ans et plus		
	Total Espagne		
	Total Expositions brutes	403	411

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

Dettes souveraines Activité banque - Variations

Variation des expositions brutes de couverture en millions d'euros	Solde au 31.12.2012	Variation de juste valeur	Recyclage des réserves AFS	Créances rattachées	Tombées d'échéance	Cessions nettes de reprises de provisions	Acquisitions	Solde au 30.06.2013
Grèce								
Irlande								
Portugal								
Italie								
Espagne								
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance								
Grèce								
Irlande	96	(2)		(3)				91
Portugal	146	(2)		3				147
Italie								
Espagne								
Actifs financiers disponibles à la vente	242	(4)						238
Grèce								
Irlande								
Portugal								
Italie	169				(4)			165
Espagne								
Prêts et créances	169				(4)			165
Grèce								
Irlande								
Portugal	27						65	92
Italie	47						177	224
Espagne	61						95	156
Portefeuille de négociation (hors dérivés)	135						337	472
Total Activité Banque	546	(4)			(4)		337	875

Variation des expositions brutes de couverture en millions d'euros	Solde au 31.12.2011	Variation de juste valeur	Recyclage des réserves AFS	Créances rattachées	Tombées d'échéance	Cessions nettes de reprises de provisions	Acquisitions	Solde au 31.12.2012
Grèce								
Irlande								
Portugal								
Italie								
Espagne								
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance								
Grèce								
Irlande	146	7		3	(50)	(10)		96
Portugal	256	22		6	(138)			146
Italie								
Espagne	45				(45)			
Actifs financiers disponibles à la vente	447	29		9	(233)	(10)		242
Grèce								
Irlande								
Portugal								
Italie	192					(192)	169	169
Espagne								
Prêts et créances	192					(192)	169	169
Grèce								
Irlande								
Portugal	8	(8)					27	27
Italie	128					(386)	305	47
Espagne						(75)	136	61
Portefeuille de négociation (hors dérivés)	136	(8)				(461)	468	135
Total Activité Banque	775	21		9	(233)	(663)	637	546

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

Exposition au risque non souverain sur la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Italie, l'Espagne, Chypre et la Hongrie

L'exposition de Crédit Agricole CIB au risque non souverain sur les pays européens sous surveillance est détaillée ci-dessous. Elle porte sur les portefeuilles d'instruments de dettes et les prêts et créances accordés à la clientèle et aux établissements de crédit. Les expositions comptabilisées en trading et les engagements hors bilan sont exclus de cette analyse. La ventilation par pays est réalisée par pays de risque de la contrepartie.

Activité bancaire – Risque de crédit

en millions d'euros	30.06.2013					31.12.2012
	Encours de crédit brut	Dont encours bruts dépréciés	Dépréciation sur base individuelle et collective	Taux de provisionnement des encours bruts	Encours de crédit net	Encours de crédit net
Portugal						
<i>Banque</i>	8				8	8
<i>Clientèle de détail</i>	24				24	24
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	139		(4)	2,88%	135	95
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>						
<i>Collectivités locales</i>						
Total	171		(4)	2,34%	167	127
Italie						
<i>Banque</i>	422				422	216
<i>Clientèle de détail</i>	834	580	(1)	0,12%	833	748
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	3 234	127	(160)	4,95%	3 074	3 480
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>	3				3	3
<i>Collectivités locales</i>						
Total	4 493	707	(161)	3,58%	4 332	4 447
Irlande						
<i>Banque</i>						1
<i>Clientèle de détail</i>	1				1	1
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	296	11	(7)	2,36%	289	355
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>						
<i>Collectivités locales</i>						
Total	297	11	(7)	2,36%	290	357
Espagne						
<i>Banque</i>	112				112	106
<i>Clientèle de détail</i>	273				273	44
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	4 091	304	(346)	8,46%	3 745	3 943
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>						
<i>Collectivités locales</i>	358				358	383
Total	4 834	304	(346)	7,16%	4 488	4 476
Grèce (y compris Chypre) ⁽¹⁾						
<i>Banque</i>	42				42	65
<i>Clientèle de détail</i>	69				69	67
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	3 290	83	(160)	4,86%	3 130	3 062
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>						
<i>Collectivités locales</i>						
Total	3 401	83	(160)	4,70%	3 241	3 194
Hongrie						
<i>Banque</i>						24
<i>Clientèle de détail</i>	1				1	1
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	260				260	211
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>	11				11	26
<i>Collectivités locales</i>						
Total	272				272	262
Total Exposition sur pays à risque - Risque de crédit	13 468	1 105	(678)	5,03%	12 790	12 863

⁽¹⁾ dont 3 079 millions d'euros au 30 juin 2013 et 3 046 millions d'euros en décembre 2012 correspondant à des financements maritimes assortis d'hypothèques sur les navires financés, selon les usages du métier.

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

Activité bancaire – Instruments de dettes

Les montants présentés comprennent la valeur au bilan des instruments de dettes AFS et portefeuille de négociation.

en millions d'euros	30.06.2013	31.12.2012
	Exposition nette des Instruments de dettes	Exposition nette des Instruments de dettes
Portugal		
<i>Banque</i>	3	3
<i>Clientèle de détail</i>		
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	14	
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>		92
<i>Collectivités locales</i>		
<i>Total</i>	17	95
Italie		
<i>Banque</i>	11	164
<i>Clientèle de détail</i>		
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	138	167
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>		
<i>Collectivités locales</i>		
<i>Total</i>	149	331
Irlande		
<i>Banque</i>		
<i>Clientèle de détail</i>		
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	2	4
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>		
<i>Collectivités locales</i>		
<i>Total</i>	2	4
Espagne		
<i>Banque</i>		
<i>Clientèle de détail</i>		
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	100	127
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>		
<i>Collectivités locales</i>		
<i>Total</i>	100	127
Grèce (y compris Chypre)		
<i>Banque</i>		
<i>Clientèle de détail</i>		
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>		
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>		
<i>Collectivités locales</i>		
<i>Total</i>		
Hongrie		
<i>Banque</i>		
<i>Clientèle de détail</i>		
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>		
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>		
<i>Collectivités locales</i>		
<i>Total</i>		
Total Exposition sur pays à risque - Instruments de dettes	268	557

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

5.7 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

en millions d'euros	30.06.2013	31.12.2012
Comptes et emprunts	46 160	43 919
<i>dont comptes ordinaires créditeurs</i>	4 549	4 608
<i>dont comptes et emprunts au jour le jour</i>	5 888	4 397
Titres donnés en pension livrée	20 864	14 841
Valeur au bilan	67 024	58 760

Dettes envers la clientèle

en millions d'euros	30.06.2013	31.12.2012
Comptes ordinaires créditeurs	44 607	36 272
Comptes d'épargne à régime spécial	151	161
Autres dettes envers la clientèle	65 613	72 905
Titres donnés en pension livrée	6 297	11 823
Valeur au bilan	116 668	121 161

5.8 Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

en millions d'euros	30.06.2013	31.12.2012
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	18	33
Titres de créances négociables	29 744	31 041
Emprunts obligataires	1	1
Autres dettes représentées par un titre	27	27
Valeur au bilan	29 790	31 102
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	711	1 245
Dettes subordonnées à durée indéterminée	4 868	4 725
Valeur au bilan	5 579	5 970

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

5.9 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

en millions d'euros	31.12.2012	Transferts en actifs non courants destinés à être cédés	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30.06.2013
Immobilisations corporelles d'exploitation								
Valeur brute	1 352	2		35	(35)	(15)	(2)	1 337
Amortissements et Dépréciations ⁽¹⁾	(886)	(5)		(34)	24	7	1	(893)
Valeur au bilan	466	(3)		1	(11)	(8)	(1)	444
Immobilisations incorporelles								
Valeur brute	560	(6)	3	49	(25)	(1)	1	581
Amortissements et Dépréciations	(401)	2	(3)	(22)	9			(415)
Valeur au bilan	159	(4)		27	(16)	(1)	1	166

⁽¹⁾ Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

en millions d'euros	31.12.2011	Transferts en actifs non courants destinés à être cédés	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 31.12.2012
Immobilisations corporelles d'exploitation								
Valeur brute	1 681	(128)	51	75	(323)	(6)	2	1 352
Amortissements et Dépréciations ⁽¹⁾	(978)	79	(32)	(96)	135	6		(886)
Valeur au bilan	703	(49)	19	(21)	(188)		2	466
Immobilisations incorporelles								
Valeur brute	577	(73)	25	107	(74)	(2)		560
Amortissements et Dépréciations	(406)	44	(22)	(41)	22	2		(401)
Valeur au bilan	171	(29)	3	66	(52)			159

⁽¹⁾ Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

5.10 Provisions

en millions d'euros	31.12.2012	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Transferts en actifs non courants destinés à être cédés	Autres mouvements	30.06.2013
Risques d'exécution des engagements par signature	18		2		(12)			(1)	7
Risques opérationnels									
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	589		11	(12)	(27)	(3)		20	578
Litiges divers	653		28	(3)	(8)	(3)		(1)	666
Participations	2								2
Restructurations	13							(11)	2
Autres risques	84		14	(11)	(10)	(1)		1	77
Total	1 359		55	(26)	(57)	(7)		8	1 332

en millions d'euros	31.12.2011	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Transferts en actifs non courants destinés à être cédés	Autres mouvements	31.12.2012
Risques d'exécution des engagements par signature	20		10	(1)	(11)				18
Risques opérationnels		3			(1)			(2)	
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	638	1	21	(19)	(124)	(1)	(53)	126	589
Litiges divers	620	8	200	(98)	(47)	(2)		(28)	653
Participations			2						2
Restructurations	10	1	4	(4)				2	13
Autres risques	81		65	(42)	(7)	1	(8)	(6)	84
Total	1 369	13	302	(164)	(190)	(2)	(61)	92	1 359

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

5.11 Capitaux propres

Composition du capital au 30 juin 2013

Au 30 juin 2013, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Actionnaires de Crédit Agricole CIB	Nombre d'actions au 30.06.2013	% du capital	% des droits de vote
Crédit Agricole S.A.	261 514 762	97,33%	97,33%
SACAM développement ⁽²⁾	5 992 478	2,23%	2,23%
Delfinances ⁽¹⁾	1 180 715	0,44%	0,44%
Personnes physiques	18	ns	ns
Total	268 687 973	100,00%	100,00%

⁽¹⁾ détenu par le groupe Crédit Agricole S.A.

⁽²⁾ détenu par le groupe Crédit Agricole

La valeur nominale des actions est de 27 euros. Ces actions sont entièrement libérées.

Actions de préférence

Entité émettrice	Date d'émission	Montant de l'émission en millions de dollars	30.06.2013 en millions d'euros	31.12.2012 en millions d'euros
Crédit Agricole CIB Preferred Funding LLC	déc-98	230	176	174
Crédit Agricole CIB Preferred Funding II LLC	juin-02	320	244	243
Total		550	420	417

Résultat par action

	30.06.2013	31.12.2012
Résultat net part du Groupe de la période (en millions d'euros)	333	(389)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période	268 687 973	260 345 518
Nombre d'actions potentielles dilutives		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action	268 687 973	260 345 518
Résultat de base par action (en euros)	1,24	(1,49)
Résultat par action des activités poursuivies (en euros)	1,25	(0,03)
Résultat par action des activités abandonnées (en euros)	(0,01)	(1,46)
Résultat dilué par action (en euros)	1,24	(1,49)
Résultat dilué des activités poursuivies (en euros)	1,25	(0,03)
Résultat dilué des activités abandonnées (en euros)	(0,01)	(1,46)

Dividendes

Année de rattachement du dividende	Montant net en millions d'euros
2006	2 049
2007	-
2008	-
2009	-
2010	955
2011	647
2012	-

Au titre de l'exercice 2012, le Conseil d'administration de la Société n'a pas proposé le paiement d'un dividende à l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires.

➤ Note 6 : Engagements de financement et de garantie

Engagements donnés et reçus

en millions d'euros	30.06.2013	31.12.2012
ENGAGEMENTS DONNES	174 085	159 529
Engagements de financement	127 882	116 320
. Engagements en faveur d'établissements de crédit	23 542	16 212
. Engagements en faveur de la clientèle	104 340	100 108
Ouverture de crédits confirmés	86 193	86 354
- Ouverture de crédits documentaires	6 745	9 032
- Autres ouvertures de crédits confirmés	79 448	77 322
Autres engagements en faveur de la clientèle	18 147	13 754
Engagements de garantie	46 203	43 209
. Engagements d'ordre d'établissements de crédit	8 988	7 089
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	2 450	2 502
Autres garanties	6 538	4 587
. Engagements d'ordre de la clientèle	37 215	36 120
Cautions immobilières	2 351	2 507
Autres garanties d'ordre de la clientèle	34 864	33 613
ENGAGEMENTS RECUS	165 515	173 240
Engagements de financement	52 965	51 135
. Engagements reçus d'établissements de crédit	40 165	31 303
. Engagements reçus de la clientèle	12 800	19 832
Engagements de garantie	112 550	122 105
. Engagements reçus d'établissements de crédit	7 991	10 985
. Engagements reçus de la clientèle	104 559	111 120
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	17 700	19 610
Autres garanties reçues	86 859	91 510

Instruments financiers remis et reçus en garantie

en millions d'euros	30.06.2013	31.12.2012
Valeurs comptables des actifs remis en garantie de passifs (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (SFEF, Banque de France, CRH...)	50 620	32 737
Titres prêtés	668	435
Dépôts de garantie sur opérations de marché	44 333	33 803
Titres et valeurs donnés en pension	130 903	117 655
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	226 524	184 630
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés	428	331
Titres et valeurs reçus en pension	140 177	126 547
Titres vendus à découvert	32 670	32 173
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	173 275	159 051

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

Garanties détenues

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

Les garanties détenues par le Groupe Crédit Agricole CIB et qu'il est autorisé à vendre ou à redonner en garantie s'élèvent à 173 milliards d'euros au 30 juin 2013 contre 159 milliards d'euros au 31 décembre 2012. Elles correspondent principalement aux pensions et titres en garantie d'opérations de courtage.

La politique de l'établissement consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties. Crédit Agricole CIB n'en possède ni au 30 juin 2013 ni au 31 décembre 2012.

Créances apportées en garantie

Au cours du 1er semestre 2013, Crédit Agricole CIB a apporté 1 908 millions d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du Groupe Crédit Agricole aux refinancements accordés par la Société de Financement de l'Economie Française (SFEF), contre 1 794 millions d'euros en 2012. Crédit Agricole CIB conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

Par ailleurs, au cours du 1er semestre 2013, Crédit Agricole CIB a apporté 3 372 millions d'euros de créances à la Banque de France dans le cadre de son refinancement.

Au 30 juin 2013, Crédit Agricole CIB a effectué des tirages des lignes de refinancement à hauteur de 2 021 millions d'euros auprès de la Banque de France garanties par ces créances et par des titres.

➤ Note 7 : Reclassements d'instruments financiers

Principes retenus par Crédit Agricole CIB

Les reclassements hors de la catégorie « Actifs financiers détenus à des fins de transaction », ont été décidés puis réalisés dans le respect des conditions fixées par l'amendement IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008. Ils ont été inscrits dans leur nouvelle catégorie comptable pour leur juste valeur à la date du reclassement.

Reclassements effectués par Crédit Agricole CIB

En application de l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union Européenne le 15 octobre 2008, Crédit Agricole CIB n'a pas réalisé au cours du 1er semestre 2013 de reclassement tels que permis par l'amendement de la norme IAS 39. Les informations sur les reclassements antérieurs sont données ci-dessous.

▲ Nature, justification et montant des reclassements opérés

Crédit Agricole CIB n'a pas opéré au cours du 1er semestre 2013 de reclassements des catégories « actifs financiers à la juste valeur par résultat » vers la catégorie « prêts et créances » pour les actifs financiers pour lesquels Crédit Agricole CIB a changé d'intention de gestion, qui est désormais de conserver ces actifs financiers dans un avenir prévisible, et non plus de les céder à court terme.

Les reclassements opérés lors des exercices antérieurs concernent des opérations de syndication ou des actifs de titrisation.

Pour les actifs reclassés antérieurement et toujours à l'actif de Crédit Agricole CIB au 30 juin 2013, le tableau ci-dessous reprend leur valeur à la clôture.

en millions d'euros	Total actifs reclassés		Actifs reclassés Au 30/06/2013			Actifs reclassés antérieurement			
	Valeur au bilan 30/06/2013	Valeur de marché estimée 30/06/2013	Valeur de reclassement	Valeur au bilan 30/06/2013	Valeur de marché estimée 30/06/2013	Valeur au bilan 30/06/2013	Valeur de marché estimée 30/06/2013	Valeur au bilan 31/12/2012	Valeur de marché estimée 31/12/2012
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en prêts et créances	4 405	4 178	-	-	-	4 405	4 178	4 872	4 556

▲ Variation de juste valeur comptabilisée en résultat relative aux actifs reclassés

La variation de juste valeur comptabilisée en résultat relative aux actifs reclassés au cours du 1er semestre 2013 est reprise dans le tableau ci-dessous.

(en millions d'euros)	Variation de juste valeur comptabilisée	
	En 2013, à la date de reclassement	En 2012
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en prêts et créances	-	-

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

▲ Contribution des actifs transférés au résultat depuis le reclassement

L'impact en résultat des actifs transférés se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	Impact résultat avant impôt, depuis le reclassement							
	Actifs reclassés en 2013		Actifs reclassés antérieurement					
	Impact 30/06/2013		Impact cumulé 31/12/2012		Impact du 1 ^{er} semestre 2013		Impact cumulé au 30/06/2013	
	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'Actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'Actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en prêts et créances	-	-	(171)	(541)	18	124	(153)	(417)

➤ Note 8 : Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêt. Celles-ci sont susceptibles de changer dans d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

Dans la pratique, et dans une logique de continuité de l'activité, l'ensemble de ces instruments financiers pourrait ne pas faire l'objet d'une réalisation immédiate pour la valeur estimée ci-dessous.

8.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

en millions d'euros	30.06.2013		31.12.2012	
	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée
Actifs				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	56 782	56 782	65 596	65 596
Prêts et créances sur la clientèle	111 288	112 161	122 508	124 085
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance				
Passifs				
Dettes envers les établissements de crédit	67 024	67 024	58 760	58 761
Dettes envers la clientèle	116 668	116 668	121 161	121 161
Dettes représentées par un titre	29 790	29 796	31 102	31 114 ⁽¹⁾
Dettes subordonnées	5 579	5 579	5 970	5 970

⁽¹⁾ montant retraité par rapport à la publication au 31 décembre 2012.

Pour les instruments financiers, la meilleure estimation correspond au prix de marché de l'instrument lorsque celui-ci est traité sur un marché actif (cours cotés et diffusés).

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

En l'absence de marché ou de données fiables, la juste valeur est déterminée par une méthode appropriée conforme aux méthodologies d'évaluations pratiquées sur les marchés financiers : soit la référence à la valeur de marché d'un instrument comparable, soit l'actualisation des flux futurs, soit des modèles d'évaluation.

Dans les cas où il est nécessaire d'approcher les valeurs de marché au moyen d'évaluation, c'est la méthode de l'actualisation des flux futurs estimés qui est la plus couramment utilisée.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels nous considérons que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

8.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

◆ Actifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants comprennent les créances rattachées et sont nets de dépréciation.

en millions d'euros	Total 30.06.2013	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	512 903	53 202	457 883	1 818
Créances sur la clientèle	103		103	
Titres reçus en pension livrée	107 184		107 184	
Titres détenus à des fins de transaction	53 422	52 197	1 210	15
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	40 278	40 278		
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	9 732	8 579	1 138	15
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	3 412	3 340	72	
Instruments dérivés	352 194	1 005	349 386	1 803
<i>Actions</i>	5 047	823	4 111	113
<i>Change</i>	18 726	108	18 618	
<i>Commodities</i>	104	13	91	
<i>Crédits</i>	7 830		6 755	1 075
<i>Taux d'intérêt</i>	320 487	61	319 811	615
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	5		5	
Titres à la juste valeur par résultat sur option	5		5	
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	5		5	
Actifs financiers disponibles à la vente	26 170	24 270	1 900	
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	14 612	14 611	1	
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	10 512	9 342	1 170	
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	1 046	317	729	
Instruments dérivés de couverture	1 718		1 718	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	540 796	77 472	461 506	1 818

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

en millions d'euros	Total 31.12.2012	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	583 492	45 295	535 240	2 957
Créances sur la clientèle	253		253	
Titres reçus en pension livrée	83 978		83 978	
Titres détenus à des fins de transaction	47 567	44 571	2 979	17
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	34 090	34 083	7	
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	9 134	6 366	2 751	17
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	4 343	4 122	221	
Instruments dérivés	451 694	724	448 030	2 940
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	5		5	
Titres à la juste valeur par résultat sur option	5		5	
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	5		5	
Actifs financiers disponibles à la vente	30 084	26 420	3 664	
Effets publics et valeurs assimilées	18 924	18 922	2	
Obligations et autres titres à revenu fixe	10 049	7 135	2 914	
Actions et autres titres à revenu variable	1 088	363	725	
Créances disponibles à la vente	23		23	
Instruments dérivés de couverture	1 842		1 842	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	615 423	71 715	540 751	2 957

◆ Passifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris dettes rattachées.

en millions d'euros	Total 30.06.2013	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	492 445	33 835	456 811	1 799
Titres vendus à découvert	33 097	32 998	99	
Titres donnés en pension livrée	103 742		103 742	
Dettes représentées par un titre				
Instruments dérivés	355 606	837	352 970	1 799
<i>Actions</i>	5 325	831	4 364	130
<i>Change</i>	17 606	1	17 605	
<i>Commodities</i>	113	5	108	
<i>Crédits</i>	8 414		7 290	1 124
<i>Taux d'intérêt</i>	324 148		323 603	545
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	32 010		32 010	
Instruments dérivés de couverture	1 071		1 071	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	525 526	33 835	489 892	1 799

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

en millions d'euros	Total 31.12.2012	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	609 429	29 715	576 937	2 777
Titres vendus à découvert	32 504	28 492	4 012	
Titres donnés en pension livrée	90 991		90 991	
Dettes représentées par un titre ⁽¹⁾	32 661		32 661	
Instruments dérivés	453 273	1 223	449 273	2 777
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Instruments dérivés de couverture	1 063		1 063	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	610 492	29 715	578 000	2 777

⁽¹⁾ Contrairement à la publication au 31 décembre 2012, l'ensemble des dettes représentées par un titre comptabilisées à la juste valeur est classé en niveau 2

Changements de modèles de valorisation

Aucune modification majeure des modèles de valorisation n'est intervenue sur le premier semestre 2013. Aucun transfert significatif entre les niveaux 1 et 2 ou 2 et 3 n'est intervenu sur la période.

Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3

Au 30 juin 2013, les instruments financiers dont la valorisation repose sur des données non observables (niveau 3) comprennent essentiellement :

- des produits de type CDO indexés sur du risque de crédit corporates (activités de corrélation)
- des produits dérivés de taux structurés
- dans une moindre mesure, des produits dérivés actions

Méthode de valorisation

- La valorisation des CDO corporates est faite à l'aide d'un modèle de pricing qui distribue les pertes anticipées en fonction de la subordination des transactions. Ce modèle utilise à la fois des données observables (marges sur les « Credit Default Swaps ») et des données dont l'observabilité s'était fortement dégradée (corrélations issues de CDO sur panier type de noms corporates). Crédit Agricole CIB a adapté son modèle pour tenir compte de cette dégradation et l'actualise régulièrement. En particulier, sur les tranches seniors les plus illiquides, Crédit Agricole CIB a introduit des paramètres de valorisation adaptés à son appréciation du risque intrinsèque de ses expositions.
- La valorisation des produits dérivés de taux structurés est sensible à des paramètres de corrélation assez variés. Le stock de produits en vie est cependant essentiellement exposé aux corrélations suivantes :
 1. Corrélation taux/change sur produits hybrides et produits de change long terme
 2. Corrélation taux/taux

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

◆ Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

en millions d'euros	Actifs financiers détenus à des fins de transaction								
	Total	Titres détenus à des fins de transaction	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Instruments dérivés	Actions	Crédits	Taux d'intérêt
Solde d'ouverture (01.01.2013)	2 957	17		17		2 940	97	1 784	1 059
Gains /pertes de la période ⁽¹⁾	(591)	(2)		(2)		(589)	5	(487)	(107)
<i>Comptabilisés en résultat</i>	(591)	(2)		(2)		(589)	5	(487)	(107)
<i>Comptabilisés en capitaux propres</i>									
Achats de la période	21					21	18	2	
Ventes de la période	(27)					(27)		(27)	
Emissions de la période									
Dénouements de la période	(508)					(508)	(4)	(197)	(307)
Transferts	(34)					(34)	(4)		(30)
<i>Transferts vers niveau 3</i>									
<i>Transferts hors niveau 3</i>	(34)					(34)	(4)		(30)
Solde de clôture (30.06.2013)	1 818	15		15		1 803	112	1 075	615

⁽¹⁾ Les gains et pertes provenant des actifs financiers détenus au bilan à la date de clôture s'élèvent à -662 millions d'euros.

Les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction sont enregistrés en "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

en millions d'euros	Passifs financiers détenus à des fins de transaction									
	Total	Titres vendus à découvert	Titres donnés en pension livrée	Dettes représentées par un titre	Dettes envers la clientèle	Dettes envers les établissements de crédit	Instruments dérivés	Actions	Crédits	Taux d'intérêt
Solde d'ouverture (01.01.2013)	2 777						2 777	299	1 847	629
Gains /pertes de la période ⁽¹⁾	(669)						(669)	(78)	(505)	(86)
<i>Comptabilisés en résultat</i>	(669)						(669)	(78)	(505)	(86)
<i>Comptabilisés en capitaux propres</i>										
Achats de la période	77						77	2	2	73
Ventes de la période	(28)						(28)	(2)	(26)	
Emissions de la période										
Dénouements de la période	(255)						(255)	(44)	(194)	(15)
Transferts	(103)						(103)	(47)		(56)
<i>Transferts vers niveau 3</i>										
<i>Transferts hors niveau 3</i>	(103)						(103)	(47)		(56)
Solde de clôture (30.06.2013)	1 799						1 799	130	1 124	545

⁽¹⁾ Les gains et pertes provenant des passifs financiers détenus au bilan à la date de clôture s'élèvent à +493 millions d'euros.

Les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction sont enregistrés en "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

La variation nette de juste valeur des actifs et passifs valorisés à la juste valeur selon le niveau 3 s'élève au premier semestre 2013 à -163 millions d'euros et se décompose ainsi :

- Une variation des gains et pertes de la période de +78 millions d'euros portant essentiellement sur une diminution de la valeur des passifs des dérivés actions
- Des achats nets de -56 millions d'euros dont -73 millions d'euros sur l'activité courante de Cross Asset (taux/change ; taux/crédit et taux/equity) pour les dérivés de taux
- Des dénouements nets pour -254 millions d'euros, dont essentiellement sur les dérivés de taux à hauteur de -307 millions d'euros dans le cadre du plan de deleveraging d'activités taux en extinction
- Des transferts nets d'instruments financiers en dehors du niveau 3 à hauteur de +69 millions d'euros environ. Ces transferts résultent essentiellement, de l'effet de l'écoulement du temps, de l'arrivée de la maturité de certains paramètres dans des horizons d'observabilité.

Le montant de juste valeur (et de sa variation) sur ces seuls produits n'est cependant pas représentatif. En effet, ces produits sont très largement couverts par d'autres, plus simples et individuellement valorisés à partir de données jugées observables. Les valorisations (et leurs variations) de ces produits de couverture, en grande partie symétriques à celles des produits valorisés sur la base de données jugées non observables, n'apparaissent pas, elles, dans le tableau ci-dessus.

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

Analyse de la sensibilité des instruments financiers valorisés sur un modèle de valorisation de niveau 3

Au 30 juin 2013, la sensibilité aux paramètres utilisés dans les modèles selon des hypothèses alternatives raisonnables s'élève à -8 millions d'euros environ (portant sur les activités en cours d'arrêt): -2 millions d'euros sur les CDO à sous-jacents résidentiels américains, -0,7 millions d'euros sur les activités de dérivés actions, -5 millions d'euros sur les dérivés de taux exotiques.

Le calibrage des sensibilités est effectué de manière indépendante du Front Office, à partir notamment de données de consensus :

- Tranches super senior de CDO d'ABS : l'ampleur de l'incertitude est estimée de manière forfaitaire (modification de 10% des scénarii de pertes) ;
- Produits dérivés actions : l'ampleur de l'incertitude est déterminée à partir de l'écart-type par rapport aux données de consensus, un choc sur les paramètres de volatilité des dividendes et de corrélation standard.
- Produits dérivés de taux : un choc de 2% est appliqué sur les corrélations entre les paramètres change, taux, equity.

8.3 Evaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine

(en millions d'euros)	30.06.2013	31.12.2012
Marge différée au 1er janvier	102	162
Marge différée générée par les nouvelles transactions de la période	10	32
Comptabilisé en résultat durant la période		
Amortissement et transactions annulées/remboursées/échues	(35)	(92)
Effet des paramètres ou produits devenus observables pendant la période		
Marge différée en fin de période	77	102

➤ **Note 9 : Evénements postérieurs à la fin de la période intermédiaire**

Cession de CLSA le 31 juillet 2013

Les accords réglementaires nécessaires à la transaction ayant été obtenus, la signature définitive de la transaction est intervenue le 31 juillet 2013, faisant de CLSA une filiale à 100% de CITICS.

En raison d'une modification du périmètre des actifs et des entités de CLSA, le montant net reçu par Crédit Agricole CIB, à l'issue de la transaction qui porte sur 80,1% du capital, s'élève à 842 millions de dollars, sous réserve des ajustements des états financiers de clôture de CLSA, dès que disponibles, conformément aux termes contractuels. Les activités courantes de CLSA à Taiwan, non significatives par rapport à l'ensemble des activités de CLSA, sont exclues de l'acquisition conformément à la réglementation locale.

L'entité de CLSA à Taiwan sera conservée par Crédit Agricole CIB. CITICS et Crédit Agricole CIB ont convenu que, dès que toutes les modifications dans les lois et règlements en vigueur à Taiwan le permettront, CLSA sera autorisé à racheter l'entité taïwanaise à Crédit Agricole CIB dans un délai de deux ans.

Le montant total de la cession de CLSA (comprenant les 19,9% déjà cédés le 20 juillet 2012) s'élève à : 1 152 millions de dollars (*).

Les effets définitifs de la transaction seront intégrés dans les comptes consolidés du groupe Crédit Agricole CIB au 2^{ème} semestre 2013.

(*) hors activités taïwanaises

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

► Note 10 : Périmètre de consolidation au 30 juin 2013

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2013 se présente ainsi de façon détaillée :

Liste des filiales, coentreprises et entreprises associées	Implantation	Evolution du périmètre (a)	Méthode au 30/06/2013	% de contrôle		% d'intérêt	
				30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012
Société mère							
Crédit Agricole CIB SA	France		mère	100,00	100,00	100,00	100,00
Etablissements bancaires et financiers							
Banco Crédit Agricole Brasil SA	Brésil		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Banque Saudi Fransi - BSF	Arabie Saoudite		mise en équivalence	31,11	31,11	31,11	31,11
Crédit Agricole CIB Algérie	Algérie		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Australia Limited	Australie		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB China Limited	Chine		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Merchant Bank Asia Ltd	Singapour	S1	intégration globale	-	100,00	-	100,00
Crédit Agricole CIB Services Private Limited	Inde		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB ZAO Russia	Russie		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Luxembourg	Luxembourg		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Suisse	Suisse		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Suisse (Bahamas)	Bahamas		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Foncier de Monaco	Monaco		intégration globale	70,13	70,13	68,95	68,95
Finanziaria Indosuez International Ltd	Suisse		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Newedge (groupe)	France		intégration proportionnelle	50,00	50,00	50,00	50,00
UBAF	France		intégration proportionnelle	47,01	47,01	47,01	47,01
CA Indosuez Private Banking	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA Indosuez Gestion	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Sociétés de bourse							
CLSA B.V. groupe	Pays-Bas		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux North America, Inc	Etats-Unis	S2	intégration globale	-	100,00	-	100,00
Crédit Agricole Securities (USA) Inc	Etats-Unis		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux Espana S.A.	Espagne	S2	intégration globale	-	100,00	-	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux International Ltd	Royaume-Uni	S2	intégration globale	-	100,00	-	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux Nordic AB SB	Suède	S2	intégration globale	-	100,00	-	100,00
Crédit Agricole Cheuvreux S.A.	France	S2	intégration globale	-	100,00	-	100,00
Crédit Agricole Van Moer Courtens	Belgique	S4	intégration globale	-	92,20	-	92,20
CLSA Americas LLC	Etats-Unis	E2	intégration globale	100,00	-	100,00	-
Sociétés d'investissement							
Compagnie Française de l'Asie (CFA)	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Air Finance SA	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Securities Asia BV	Pays-Bas	D2	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Global Partners Inc.(groupe)	Etats-Unis		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Holdings Limited	Royaume-Uni		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Private Banking	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole Securities Asia BV (Tokyo)	Japon	D2	intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Doumer Finance SAS	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Fininvest	France		intégration globale	98,31	98,31	98,31	98,31
Fletirec (groupe)	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
IPFO	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Assurances							
CAIRS Assurance SA	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00

2 – Comptes consolidés au 30 juin 2013

Liste des filiales, contreprises et entreprises associées	Implantation	Evolution du périmètre (a)	Méthode au 30/06/2013	% de contrôle		% d'intérêt	
				30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012
Divers							
CA Brasil DTVM	Brésil		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CA Conseil SA	Luxembourg		intégration globale	99,99	99,99	99,99	99,99
Calixis Finance	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Calliope srl	Italie		intégration globale	100,00	100,00	67,00	67,00
Calyce PLC	Royaume-Uni		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CLIFAP	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
CLINFIM	France	S3	intégration globale	-	100,00	-	100,00
Crédit Agricole Asia Shipfinance Ltd	Hong Kong		intégration globale	99,99	99,99	99,99	99,99
Crédit Agricole CIB Finance Guernesey Ltd	Royaume-Uni		intégration globale	99,90	99,90	99,90	99,90
Crédit Agricole CIB Financial Products Guernesey Ltd	Royaume-Uni		intégration globale	99,90	99,90	99,90	99,90
Crédit Agricole CIB Financial Solutions	France		intégration globale	99,76	99,76	99,76	99,76
Crédit Agricole CIB Global Banking	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Preferred Funding II LLC	Etats-Unis		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Crédit Agricole CIB Preferred Funding LLC	Etats-Unis		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
DGAD International SARL	Luxembourg		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Ester Finance Titrisation	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
European NPL S.A.	Luxembourg		intégration globale	60,00	60,00	67,00	67,00
Semeru Asia Equity High Yield Fund	Singapour	D2	intégration globale	64,85	74,76	64,85	74,76
Himalia PLC	Royaume-Uni		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Immobilière Sirius SA	Luxembourg		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Indosuez Holding SCA II	Luxembourg		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Indosuez Management Luxembourg II	Luxembourg		intégration globale	100,00	100,00	99,99	99,99
Island Refinancing Srl	Italie		intégration globale	100,00	100,00	67,00	67,00
LSF Italian Finance Company SRL	Italie	S3	intégration globale	-	100,00	-	67,00
MERISMA	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
Sagrantino BV	Pays-Bas		intégration globale	100,00	100,00	67,00	67,00
Sagrantino Italy srl	Italie		intégration globale	100,00	100,00	67,00	67,00
SNC Doumer	France		intégration globale	99,94	99,94	99,94	99,94
SCI La Baume	France		intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00

(a) Entrées (E) dans le périmètre :

- E 1 Franchissement de seuil
- E 2 Création
- E 3 Acquisition (dont les prises de contrôle)

Sorties (S) du périmètre :

- S 1 Cessation d'activité (dont dissolution, liquidation)
- S 2 Sociétés cédées au hors groupe ou perte de contrôle
- S 3 Entités déconsolidées en raison de son caractère non significatif
- S 4 Fusion absorption
- S 5 Transmission Universelle du Patrimoine

Divers :

- D 1 Mode de consolidation modifié
- D 2 Changement de dénomination sociale

Principales opérations externes réalisées durant l'année 2012

aucune opération externe réalisée pour la période

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la société Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en oeuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés qui expose notamment les effets de la première application au 1^{er} janvier 2013 de la norme IFRS 13 relative à l'évaluation de la juste valeur.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 9 août 2013

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Catherine Pariset Emmanuel Benoist

ERNST & YOUNG et Autres
Valérie Meeus Hassan Baaj

3

Informations complémentaires

Note des agences de notation

Notations	Standard & Poors	Moody's	FitchRatings
Dettes long terme senior	A	A2	A
Perspective	Négative	Stable	Stable
Dernière décision de notation	20/06/2013	01/03/2013	26/07/2013
Décision de notation	Affirmation des notes long terme et court terme ; perspective négative de la note long terme inchangée	Affirmation de la note long terme ; Perspective changée à stable ; affirmation de la note court terme	Affirmation des notes long terme et court terme ; perspective stable de la note long terme inchangée
Dettes court terme	A-1	Prime-1	F1

Autres informations sur l'évolution récente de la société

Composition de la Direction Générale :

Composition inchangée au 30 juin 2013

Directeur général :
Jean-Yves Hocher,

Directeurs généraux délégués :
Pierre Cambefort
Régis Monfront

Evolution de la composition en août 2013

Monsieur Pierre Cambefort quittera ses fonctions de Directeur général délégué pour exercer d'autres fonctions dans le Groupe Crédit Agricole.

A partir du 26 août 2013, la composition de la direction générale sera la suivante :

Directeur général :
Jean-Yves Hocher,

Directeurs généraux délégués :
Paul de Leusse
Régis Monfront
Jacques Prost.

3 – Informations complémentaires

4

Informations générales

Personne responsable de l'actualisation du document de référence et du contrôle des comptes	84
▲ Attestation du responsable	84
▲ Contrôleurs légaux des comptes	85
Table de concordance	86

Personne responsable de l'actualisation du document de référence et du contrôle des comptes

→ ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence 2012 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes, PricewaterhouseCoopers Audit et Ernst & Young et Autres, une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation.

Les informations financières présentées dans ce document ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux qui contiennent une observation, figurant en page 79 du présent document.

Fait à Courbevoie, le 12 août 2013

Le Directeur général de Crédit Agricole CIB

Jean-Yves HOCHER

➔ CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

Ernst & Young et Autres
Membre du réseau Ernst & Young
Membre de la Compagnie régionale des
Commissaires aux comptes de Versailles
Société représentée par : Valérie Meeus et Hassan
Baaj

Siège social :
1-2 Place des saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense

PricewaterhouseCoopers Audit
Membre du réseau PricewaterhouseCoopers
Membre de la Compagnie régionale des
Commissaires aux comptes de Versailles
Société représentée par : Catherine Pariset et
Emmanuel Benoist

Siège social :
63 Rue de Villiers
92200 Neuilly Sur Seine

COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS

Picarle et Associés
Membre de la Compagnie régionale des
Commissaires aux comptes de Versailles
Société représentée par : Marc Charles
Siège social :
1-2 place des saisons
92400 Courbevoie-Paris-La Défense

M. Etienne Boris
Membre de la Compagnie régionale des
Commissaires aux comptes de Versailles
63 rue de Villiers
92208 Neuilly Sur Seine cedex

MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

Le mandat de la société Ernst & Young et Autres en qualité de Commissaire aux comptes titulaire a été renouvelé pour une nouvelle période de six exercices par l'assemblée générale des actionnaires tenue le 9 mai 2012.

Le mandat de la société PricewaterhouseCoopers Audit en qualité de Commissaire aux comptes titulaire a été renouvelé pour une nouvelle période de six exercices par l'assemblée générale des actionnaires tenue le 9 mai 2012.

MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS

Le mandat de la société Picarle et Associés en qualité de Commissaire aux comptes suppléant de la société Ernst & Young et Autres a été renouvelé pour une nouvelle période de six exercices par l'assemblée générale des actionnaires tenue le 9 mai 2012.

Le mandat de M. Pierre Coll, Commissaire aux comptes suppléant de la Société PricewaterhouseCoopers Audit est venu à expiration lors de l'assemblée du 9 mai 2012.

L'assemblée générale du 9 mai 2012 a nommé M. Etienne Boris en qualité de Commissaire aux comptes suppléant de la Société PricewaterhouseCoopers Audit pour une durée de six exercices.

Table de concordance

La table de concordance ci-dessous renvoie aux principales rubriques exigées par le Règlement européen N°809/2004 pris en application de la Directive dite « Prospectus ».

Rubriques de l'annexe XI du Règlement européen N°809/2004	N° de page de ce document	N° de page du document de référence
1. Personne responsable	84	289
2. Contrôleurs légaux des comptes	85	290
3. Facteurs de risque	14 à 24	111 à 137 186 à 196 221
4. Informations concernant l'émetteur		
4.1 Histoire et évolution de la Société		10 à 12
5. Aperçu des activités		
5.1 Principales activités		14 à 18
5.1.3 Principaux marchés		14 à 18
6. Organigramme		13
6.1 Description sommaire du Groupe et place de l'émetteur		2 à 3
6.2 Liens de dépendance entre les entités du Groupe	41	161
7. Informations sur les tendances	25	104
8. Prévisions ou estimations du bénéfice		N/A
9. Organes d'administration, de direction et de surveillance		48 à 57
9.1 Informations concernant les membres des organes d'administration et de direction	81	70 à 91
9.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance		92
10. Principaux actionnaires	66	221
11. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
11.1 Informations financières historiques ⁽¹⁾		159 à 278
11.2 États financiers		159 à 240; 243 à 278
11.3 Vérifications des informations financières historiques annuelles		241 à 242 279 à 280
11.4 Dates des dernières informations financières		159
11.5 Informations financières intermédiaires	27 à 79	N/A
11.6 Procédures judiciaires et d'arbitrage	23-24	136-137; 282
11.7 Changement significatif de la situation financière ou commerciale		282
12. Contrats importants		282
13. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts		N/A
14. Documents accessibles au public		283

(1) En application des articles 28 du Règlement (CE) N°809/2004 et 212-11 du Règlement général de l'AMF, sont incorporés par référence les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012, le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2012, l'examen de la situation financière et du résultat 2012, les facteurs de risque présentés respectivement aux pages 159 à 242, 93 à 109 et 112 à 137 du document de référence 2012 de Crédit Agricole CIB enregistré par l'AMF le 18 mars 2013 sous le numéro D.13-0169 et disponible sur le site internet de Crédit Agricole CIB (www.ca-cib.fr).

Le présent document est disponible sur le site de
Crédit Agricole CIB : www.ca-cib.com
et sur celui de l'Autorité des Marchés Financiers : www.amf-france.org



9, quai du Président Paul Doumer
92 920 Paris La Défense Cedex

Tel : +33 (0)1 41 89 00 00
www.ca-cib.com